



Chronic Poverty
Research Centre

Document de travail N° 4

COMPRENDRE ET EXPLIQUER LA PAUVRETÉ CHRONIQUE

**Un cadre évolutif
pour la Phase II
De la Recherche du CPRC**
(Centre de Recherche sur la Pauvreté Chronique)

Andrew Shepherd, Avril 2007

Overseas Development Institute(ODI)

111 Westminster Bridge Road,
London, SE1 7JD, UK

a.shephard@odi.org.uk

CPRC Working Paper 80

Chronic Poverty Research Paper
ISBN: 1-904049-79-6

RÉSUMÉ

En vue d'expliquer la pauvreté chronique et de déterminer comment l'interrompre définitivement, il est nécessaire de disposer d'un cadre conceptuel cohérent. Le cadre conceptuel présenté dans cet ouvrage a été développé sur la base à la fois de travaux entrepris par le Centre de Recherche sur la Pauvreté Chronique (CPRC) durant ses deux phases (2000-2005) et par d'autres et se propose d'informer.

Les recherches en cours et l'Analyse politique du CPRC dans la phase III (2005-2010).

Le cadre comprend trois niveaux. Le premier niveau est celui de la définition du concept de « pauvreté chronique » (Section 2). Le deuxième niveau est l'élaboration de la façon de percevoir le problème à travers les lentilles des dynamiques de la pauvreté et l'intégration transitionnelle (Sections 2 et 3). Le troisième niveau propose des concepts qui sont très utiles pour comprendre et expliquer la pauvreté chronique, les dynamiques de la pauvreté et la transmission intergénérationnelle (Section 4).

En particulier cela suggère qu'il existe

un point de convergence interdisciplinaire entre les concepts de " Pièges de la pauvreté" et « incorporation défavorable », et suggère que le sommet de la recherche sur la pauvreté chronique se trouve à l'interaction entre les dynamiques des actifs et la mutation des relations sociales. Les principales composantes du contexte sont explorées à la section 5. L'une d'entre elles – la performance de l'Etat, et en particulier la mauvaise performance des " Etats fragiles" ou des Etats chroniquement démunis – constitue le sujet de la Section 6 qui préconise que la recherche sur la pauvreté chronique a quelque chose à apporter à la discussion sur les « états fragiles », et que le fait de s'intéresser à la pauvreté chronique peut être une tâche importante dans les « Etats fragiles ». La Section 7 se termine sur une réflexion sur la façon dont cette étude change notre vision de la pauvreté chronique.

Ce document de travail donne une vue d'ensemble de tout le cadre. Les composantes du cadre sont détaillées dans un ensemble d'études contributives. Mots-clés: pauvreté chronique, dynamiques de la pauvreté; transmission intergénérationnelle de la pauvreté; pièges de la pauvreté; les relations sociales; incorporation d'éléments antinomiques; Etats fragiles; politique

REMERCIEMENTS

- Nous remercions Tony Addison, Kate Bird, Tim Brauholtz, Caroline Harper, David Hulme, Simon Maxwell, Karen Moore, David Neves et Andries du Toit pour leurs commentaires éclairés sur les premières versions de ce document, et pour leurs contributions dans cette version que voici. Nous remercions également le Professeur S. Bhide pour avoir clarifié différents problèmes dans l'encadré n° 2.

- **Andrew Shepherd** est le Directeur du Centre de Recherche sur la pauvreté Chronique, et le Directeur des programmes du Groupe Politique Rural et Gouvernance au sein de l'Institut du Développement d'Outre-Mer.

TABLE DES MATIÈRES

Résumé et remerciements	2
1. Introduction	4
2. Pauvreté chronique et dynamiques de la pauvreté	
- De quoi s'agit-il et pourquoi sont-elles importantes ?	6
- Approches de l'étude: combiner les approches qualitatives et quantitatives	12
3. Pauvreté intergénérationnelle et mobilité	13
4. Comprendre et expliquer la pauvreté chronique	17
- Croissance économique	18
- Insécurité et manque de biens	19
- Résilience	22
- Politique et pouvoir : Exclusion sociale	23
Au-delà du cadre de base :	
- Pièges de la Pauvreté et incorporation défavorable	
- Point de rencontre interdisciplinaire	24
5. Le contexte est important et en mutation	28
6. Stagnation économique, pays chroniquement démunis et "Etats fragiles"	31
7. Conclusion: Aller vers les discours politiques	34
Références	36

Encadré 1 : Rapport 2004-2005 sur la pauvreté chronique Résumé des principaux messages	4	Encadré 10 : Déclin de la fertilité au Bangladesh	30
Encadré 2 : Conséquences à long terme d'être pauvre en Inde	7	Encadré 11 : Incorporation défavorable des économies nationales, risques et vulnérabilité	31
Encadré 3 : Implications politiques de la composition nationale de la Pauvreté	10	Encadré 12 : Cadre pour l'analyse des « Etats en crise »	33
Encadré 4 : Transmission intergénérationnelle de la pauvreté aux USA: Découvertes récentes	13	Figure 1 : Structure de la recherche thématique pour la Phase III du CPRC	5
Encadré 5 : Exemples d'attributs d'individus et contextes le plus souvent associés à la résilience	15	Figure 2 : Les chroniquement pauvres, les transitoirement pauvres et les pas pauvres – essai de catégorisation	8
Encadré 6 : Rompre la pauvreté chez les enfants	15	Figure 3 : Modèle type idéal de trajectoire de vie (Exemple 1)	8
Encadré 7 : Politique d'inclusion en Bolivie	24	Figure 4 : Modèle type idéal de trajectoire de vie (Exemple 2)	9
Encadré 8 : Identifier les biens critiques et leur seuil critique	25	Figure 5a : Le cadre conceptuel dans le contexte	12
Encadré 9 : Travailleurs Immigrants défavorablement incorporés en Inde	26	Figure 5b : Le revers de la médaille	29
		Table 1 : Dynamique de la pauvreté et analyse politique : quelques exemples	29

1. INTRODUCTION

Les recherches sur la pauvreté, en particulier celles qui ont été menées depuis 2000 – année du dernier rapport de Développement Mondial de la pauvreté et de l'inauguration du Centre de Recherche sur la Pauvreté Chronique (CPRC) – ont montré que, alors que plusieurs personnes connaissent la pauvreté de façon temporaire et que d'autres réussissent à se tirer d'un état de pauvreté à long terme, d'autres demeurent prisonniers des « pièges de la pauvreté ». Ces personnes chroniquement pauvres sont structurellement positionnées de sorte que toute tentative de s'échapper de ce piège devient difficile ou impossible, sans un changement significatif du contexte dans lequel ils évoluent.

Fondé en 2000 avec un financement initial du Département pour le Développement International du Royaume Uni (DFID), le CPRC est un partenariat international d'universités, d'instituts de recherche et d'ONG qui oeuvrent pour attirer l'attention sur la pauvreté chronique; pour inciter le débat national et international; pour approfondir la connaissance des causes de la pauvreté chronique; et pour fournir des guides pour la recherche, l'analyse et la politique qui contribueront à sa réduction.

Pendant ses cinq premières années d'activité (2000-2005), le CPRC Working Paper 2 (Hulme, Moore et Shepherd, 2001), et ensuite Hulme et Shepherd (2003), ont fourni un guide au CPRC et à d'autres sur comment mener la recherche sur la pauvreté chronique et sur les dynamiques de la Pauvreté.

La publication phare du CPRC, le premier rapport sur la Pauvreté Chronique, demeure la meilleure synthèse des recherches sur la pauvreté chronique; un bref résumé de ses principaux messages est donné ci-dessous (Encadré 1).

La publication phare du CPRC, le premier rapport sur la Pauvreté Chronique, demeure la meilleure synthèse des recherches sur la pauvreté chronique; un bref résumé de ses principaux messages est donné ci-dessous (Encadré 1).

ENCADRÉ 1 :

Rapport sur la Pauvreté Chronique 2004-05 : Résumé des Principaux messages

Il y a au moins 420 millions de personnes chroniquement pauvres dans le monde. Ces pauvres et leurs enfants, plus certains qui sont en passe de devenir chroniquement pauvres, constitueront une large proportion des 721 millions d'individus qui seront encore pauvres en 2015 (IBRD/WB, 2007:65). La plupart des personnes chroniquement pauvres sont non seulement pauvres du point de vue de leurs revenus ou de leurs consommations, mais sont aussi pauvres dans d'autres domaines – éducation, nutrition, en terme d'accès aux services sanitaires – et pourraient se trouver dans une situation où elles sont isolées et exploitées.

Les personnes chroniquement pauvres ne constituent pas un groupe homogène. Plusieurs personnes différentes peuvent souffrir de tel-

les privations – les personnes victimes de discrimination, qui sont stigmatisées ou « invisibles »: les groupes ethniques qui font l'objet d'une marginalisation ethnique ou religieuse, les groupes d'indigènes, de nomades et des castés; les migrants et ouvriers agricoles; les réfugiés et les personnes déplacées dans leur propre pays; les personnes sans domicile fixe; les handicapés ou ceux qui sont victimes de maladie grave (en particulier du VIH/SIDA). Dans plusieurs contextes, les filles et les femmes démunies, les enfants et les personnes âgées (particulièrement les veuves) peuvent être pris dans l'engrenage de la pauvreté. Alors qu'on rencontre des personnes chroniquement pauvres partout dans le monde, le plus grand nombre de ces personnes habite dans l'Asie du Sud, et la plus forte incidence se trouve en Afrique sub-saharienne. A

l'intérieur d'un même pays, il y a souvent des zones géographiques distinctes de pauvreté chronique, avec de fortes concentrations dans des zones rurales éloignées et à faibles potentiels; les régions politiquement marginalisées; les zones qui ne sont pas bien connectées à des marchés, à des ports ou à des centres urbains; et les bidonvilles dans les zones urbaines.

Les causes de la pauvreté chronique sont complexes et sont souvent liées à un ensemble de facteurs étroitement liés. Quelquefois, ces causes sont les mêmes que celles de la pauvreté, mais seulement plus intenses, plus largement répandues et plus durables. Dans d'autres cas, il y a une différence qualitative entre les causes de la pauvreté transitoire et les causes de la pauvreté chronique. Il existe rarement une cause unique,

Ce cadre utilise toute cette recherche et un certain nombre de résultats produits depuis lors à l'intérieur comme à l'extérieur du CPRC. Il tient compte des critiques formulées à partir des documents initiaux.

L'objectif du CPRC pendant les années 2005-2010 (« Phase III ») est de continuer à améliorer notre connaissance de la pauvreté chronique, des dynamiques de la pauvreté, et des possibilités d'interrompre le cycle à long terme de pauvreté transmise de génération en génération par des mesures politiques et par d'autres interventions et actions (CPRC 2005). La Figure 1 retrace la structure que le CPRC a adopté pour la recherche thématique.

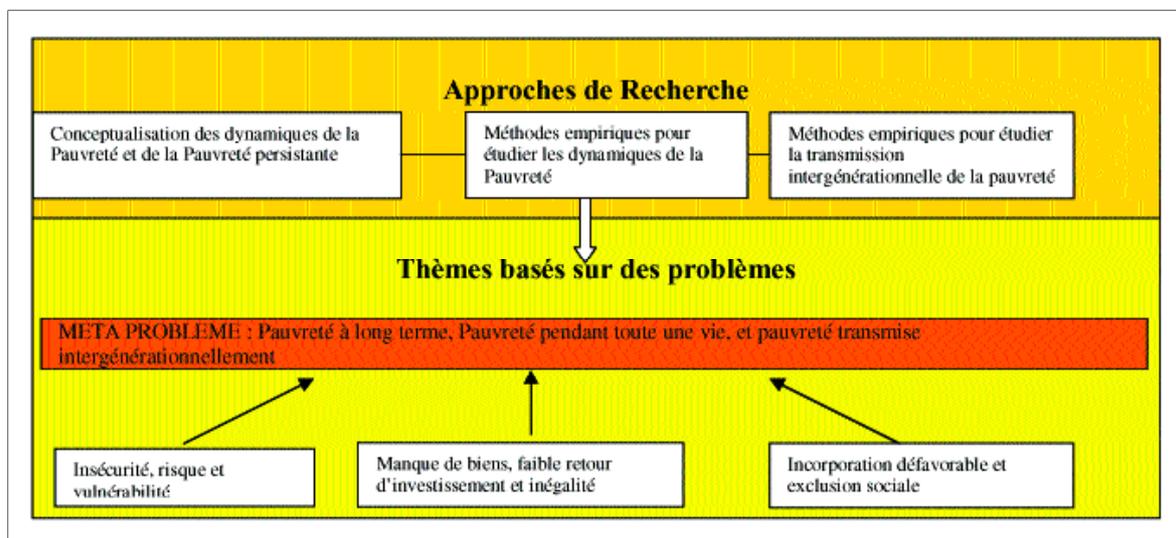


Figure 1 : Structure de la recherche thématique de la Phase III du CPRC

clairement établie. Certains de ces facteurs entretiennent la pauvreté chronique: ils agissent de sorte que les pauvres demeurent pauvres. Le premier Rapport sur la Pauvreté Chronique avait identifié d'importants facteurs entretenant la pauvreté chronique (qui seront abordés à différents degrés dans cette étude cadre) :

1. Pas de, ou faible croissance économique
2. Exclusion sociale et incorporation défavorable
3. « Imbroglia » d'inconvénients géographiques, agro géologiques, socio-économiques et politiques
4. Haute carence en capacité, particulièrement pendant l'enfance
5. Etats faibles, en déliquescence ou en faillite
6. Coopération internationale faible ou ayant échoué

Le rapport sur la pauvreté chronique a aussi identifié des éléments de basculement à la pauvreté chronique qui mènent les non pauvres vulnérables et les pauvres transitoires dans une pauvreté dont ils ne peuvent se sortir.

Ces éléments comprennent des chocs sous la forme d'une mauvaise santé ou de blessure, de chocs environnementaux, de cataclysmes naturels, de violence, de délinquance de la loi et de l'ordre, et de l'effondrement du marché ou de l'économie. Quand les chocs sont sévères, et/ou répétitifs, quand les personnes ont peu de biens privés ou collectifs sur lesquels ils peuvent recourir- et quand l'appui institutionnel (protection sociale, information publique, les services de base, la prévention et la résolution des conflits) est inefficace, de tels éléments ont des chances d'entraîner les gens dans l'engrenage de la pauvreté.

Vaincre la pauvreté chroni-

que – ce qui est nécessaire dans le but d'éliminer la pauvreté, objectif que le monde s'est assigné au Sommet Social de Copenhague en 1995 – exige de plus grandes ambitions que celles que les présents OMD ne proclament, un réaménagement des priorités, et un plus grand engagement à la redistribution. En particulier, la sécurité des moyens de subsistance et la protection sociale doivent être de grandes priorités au même titre que la croissance, les biens matériels et humains doivent être redistribués de sorte que les chroniquement pauvres puissent en tirer profit, et les difficultés politiques qui empêchent de faire face aux processus qui font que les pauvres restent pauvres doivent être abordées. Le premier de ces processus figure en bonne place dans les programmes internationaux. Les deux autres n'ont pas encore été sérieusement étudiés.

Source: CPRC, 2004: v-vi.

Pour faciliter ce processus, cette étude commence par définir plus clairement ce que nous entendons par pauvreté chronique, et les concepts que nous allons utiliser pour la comprendre et l'expliquer. Un aspect atypique du cadre conceptuel proposé ici est l'interdisciplinarité, l'utilisation de perspectives essentiellement issues des sciences économiques, sociologiques et politiques, mais potentiellement aussi de la géographie, de la psychologie sociale et du développement. Développer un cadre interdisciplinaire original est à la fois nécessaire et difficile, mais la stratégie de la recherche thématique de la Phase III du CPRC nous offre l'opportunité de le faire. La stratégie implique la production de « documents thématiques », suivie d'une discussion consistant à savoir où se trouvent les points communs et les dissonances entre ces documents thématiques, et comment tout cela peut être agencé pour faire un cadre conceptuel intégré à même de faciliter la production de résultats de recherche cohérents dans le temps. Cette étude est une contribution à cet

exercice de création, et en temps que tel, le cadre conceptuel qui est présenté ici est étayé par quatre « documents thématiques » – la transmission intergénérationnelle de la pauvreté (Bird, 2007); absence de ressources, inégalité et croissance (Mc Kay, 2007); insécurité, risque et vulnérabilité (Barrientos, 2007); et incorporation défavorable et exclusion sociale (du Toit et Hickey, 2007) – les éléments fondamentaux du cadre.¹

Le cadre comprend trois niveaux. Le premier niveau pose le problème de la « pauvreté chronique » (Section 2). Le second niveau est une élaboration de comment nous percevons ce problème à travers les lentilles des dynamiques de la pauvreté et de la transmission intergénérationnelle (Sections 2 et 3). Le troisième niveau propose un ensemble de concepts jugés très utiles pour comprendre et expliquer la pauvreté chronique. Tous les niveaux sont importants dans la définition de l'agenda politique avec lequel le CPRC est confronté.

2. PAUVRETÉ CHRONIQUE ET DYNAMIQUES DE LA PAUVRETÉ – DE QUOI S'AGIT-IL ET POURQUOI SONT-ELLES IMPORTANTES?

La pauvreté chronique est la pauvreté absolue qui s'étend sur une longue période de temps – plusieurs années, voire toute la vie. Une personne vivant dans la pauvreté chronique ne peut pas satisfaire ses besoins minimum en matière d'alimentation, d'habillement ou de logement (CPRC, 2004:131).²

Une telle pauvreté peut se transmettre de génération en génération, et ceci est particulièrement intéressant étant donné que nous connaissons les possibilités d'interrompre une telle transmission. Comme on l'a noté dans l'Encadré 1, les personnes victimes de la pauvreté chronique ne constituent pas un groupe homogène. Ceux qui vivent dans un état d'extrême indigence – ceux qui « ne peuvent plus satisfaire le minimum de leurs besoins de subsistance, qui n'ont pas accès aux biens de production essentiels pour sortir de la pauvreté, et qui dépendent des transferts publics et/ou privés » (Devereux, 2003:11) – sont à citer parmi les per-

sonnes chroniquement pauvres, mais la pauvreté chronique ne se limite pas seulement à l'extrême indigence; Plusieurs personnes pauvres qui sont économiquement actifs à un degré plus ou moins important figurent aussi sur la liste. L'indigence extrême, comme la pauvreté et la pauvreté chronique, sont des concepts contestés, particulièrement dans la définition de ce que l'on appelle « besoins minimums de subsistance ».³

On aurait besoin de définitions plus nuancées des termes « pauvreté absolue » et « besoins minimum » pour faire la différence entre les manques causant la mort imminente et ceux conduisant à des préjudices irréversibles sur la santé, sur le capital humain ou sur les relations sociales avec d'importants effets qui durent sur le bien-être de l'individu et de son foyer. La ligne de pauvreté est normalement définie en termes d'argent – dépense, consommation, revenu – mais peut aussi être délimitée en termes

d' aspects de carences plus larges ou subjectives.

Bien que nous comprenions maintenant que la pauvreté est un phénomène multidimensionnel, le problème de l' indice de développement humain au niveau des familles a été examiné par Hulme et McKay (2006) et s' est révélé insuffisant, en partie pour des raisons d' absence de données dans le proche avenir, et en partie parce qu' il n' est pas établi qu' un indice multidimensionnel est, dans le domaine politique, meilleur qu' un traitement séparé de chaque indice. Ainsi, pour définir et mesurer la pauvreté chronique, le CPRC s' en remettra à l' approche de la mesure en terme d' argent, en explorant les relations entre la pauvreté matérielle et les autres aspects de carence, pour appréhender ses causes et ses effets.

On peut identifier trois formes inter reliées de pauvreté chronique:⁴

- La pauvreté à long terme – la pauvreté qui affecte un individu ou un ménage pendant si longtemps qu' il est Presque impossible d' en sortir si les conditions externe demeurent inchangées.
- La pauvreté dans toute la vie – la pauvreté qui affecte une personne pendant toute sa vie.
- La pauvreté intergénérationnelle – la pauvreté (ou « le capital pauvreté » – voir Moore, 2005) qui est transmise par les parents

(ou d' autres tuteurs plus âgés) aux enfants, à travers les conditions de vie dans la période de l' enfance, de la jeunesse et de l' héritage. Ce point sera abordé en détails dans le chapitre qui suit.

En terme de pauvreté chronique qui est « simplement » sur le long terme, il est difficile de préciser une période minimale au bout de laquelle la pauvreté peut être caractérisée de chronique. Dans la pratique, on considère que c' est généralement le nombre d' années entre deux périodes de mesure, ce qui varie considérablement et peut ou ne pas refléter une « période seuil » après laquelle il sera très difficile de s' en sortir. Il existe un petit nombre, mais croissant, de commissions de discussion sur des séries de données portant sur les pays en développement et qui ne s' étendent pas sur de longues périodes (Lawson, McKay et Moore, 2003)⁵ qui peuvent nous aider pendant les années à venir à commencer à identifier ces « périodes seuils ». Aux Etats-Unis, on s' est aperçu qu' être pauvre pendant quatre années seulement était suffisant pour réduire très sensiblement les chances de ne jamais sortir de la pauvreté (Corcoran, 1995). L' encadré 2 se penche sur ce problème en Inde, en posant la question suivante – Parmi toutes ces familles quelles sont celles qui étaient pauvres à la fois en 1970 et en 1981, et quelle est la proportion de celles qui étaient encore pauvres en 1998?

ENCADRÉ 2:

Les conséquences sur le long terme d'être pauvre en Inde

L' Inde possède un ensemble de données d'enquêtes recueillies en milieu rural en trois vagues qui s'étendent à partir de 1970, et de 1981 à 1998, et une autre enquête en train d'être conduite en 2006. Elles nous apprennent que si vous étiez pauvre en Inde en 1970 et en 1981, votre probabilité d'être encore pauvre en 1998 serait de deux sur trois: 24% des personnes dans l'échantillon étaient pauvres en trois points, comparé au 8% de pauvres sur la période 1970-81. Nous pouvons donc dire que la pauvreté durant 10 ans (sachant que nous ne savons pas ce qui s'est passé entre les deux enquêtes sur le terrain) a eu un effet déterminant sur le long terme sur la possibilité d'une mobilité ascendante sur l'échelle sociale.

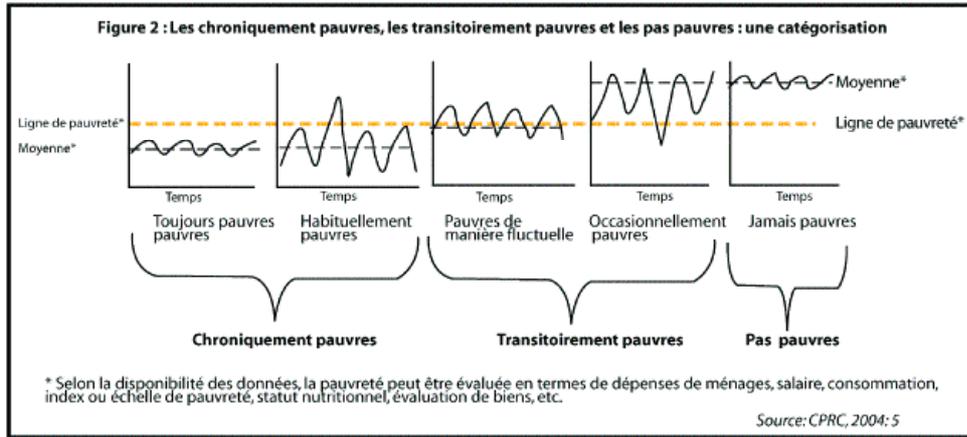
Le fait d'identifier ce qui enferme les gens dans la pauvreté et comment la pauvreté à long terme les affecte nous permet d'élaborer sur de possibles pistes de sortie de la pauvreté.

A partir de l'analyse initiale, La prévision du Statut Tribal, de forts taux de dépendance, un faible accès à la terre, et un faible niveau d'infrastructures villageoises étaient d'importantes variables qui rendent compte de la pauvreté persistante et/ou de la mobilité. Curieusement, le fait que la Prévision du Statut de Caste a été un déterminant de la persistance entre 1970 et 1981 n'était pas associé à la persistance de la pauvreté au cours des trois vagues, indiquant que peut-être l'effet de caste sur la mobilité (voir Munshi et

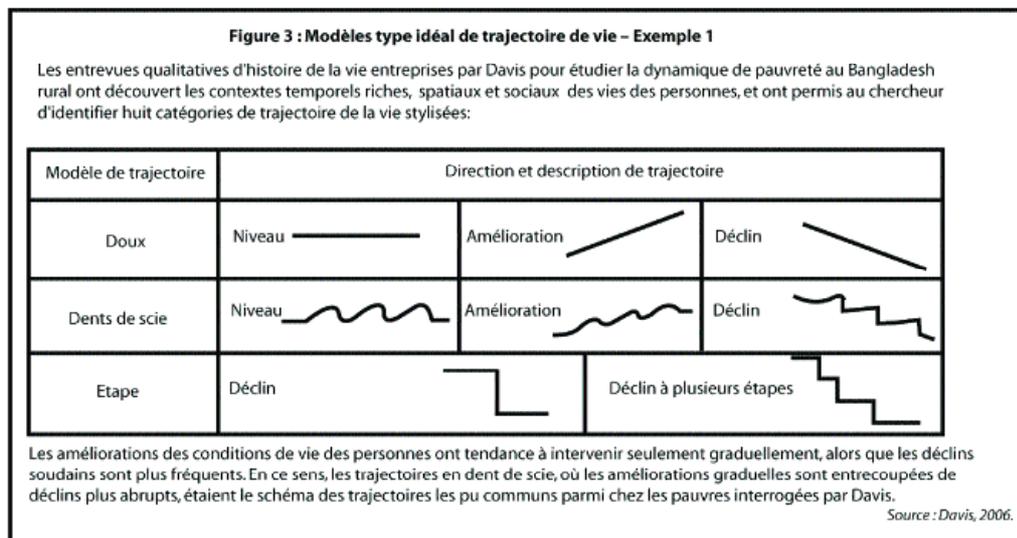
Rosenzweig, 2006) – atteinte à la fois à travers la limite de la mobilité professionnelle et l'immigration mais aussi à travers la mobilité du statut matrimonial sévèrement contraignante – étaient devenues assez lâches vers la fin du siècle. Ceci suggère que les effets de la libération récente et de la croissance issue des réformes ont été plus favorables à l'inclusion sociale que la croissance économique du passé.

La mobilité sociale ascendante était associée à l'accès à plus de terre, plus d'installation d'irrigation, de meilleures infrastructures locales et de plus grandes opportunités d'emplois dans les zones urbaines environnantes.

Source: Basé sur Bhide and Mehta, 2005.



Mais le fait de « demeurer pauvre » n’est qu’une partie du problème qui nous intéresse: une enquête sur les dynamiques de la pauvreté – les changements dans le statut de pauvreté d’un individu ou d’une famille dans le temps – représente l’autre revers de la médaille, et est crucial dans la compréhension de la pauvreté chronique. Les recherches dans le domaine des dynamiques de la pauvreté peuvent nous aider à identifier des voies de sortie pour les chroniquement pauvres, et pour les transitoirement pauvres avant que leurs conditions deviennent chroniques, et peuvent suggérer des voies pour empêcher les autres de tomber dans une pauvreté qui peut devenir chronique. La Figure 2 fournit une représentation hautement stylisée de différents types de dynamiques de la pauvreté. Un intérêt pour les chroniquement pauvres implique qu’on s’appesantisse sur les « toujours pauvres » et les « souvent pauvres ».



Il est important de noter que même la pauvreté chronique peut emprunter une trajectoire ascendante ou descendante, bien que ce mouvement soit insuffisant pour mener vers une voie de sortie de la pauvreté. La Figure 3, tracée à partir du travail qualitatif mené dans la zone rurale du Bangladesh, propose huit catégories stylisées des dynamiques de la pauvreté au cours d’une vie. Chacune peut intervenir au-dessus, en dessous et autour de la ligne de pauvreté.

Une représentation graphique de la pauvreté chronique plus précise quoique peut-être moins intuitive est donnée en Figure 4, adaptée de celle donnée par Osmani (2006). Dans la Figure 4, la trajectoire de la pauvreté transitoire, qui se situe toujours au-dessus de la ligne de pauvreté, donne des exemples de distribution autour de la trajectoire qui peut signifier occasionnellement qu'un individu peut tomber au-dessous de cette ligne.

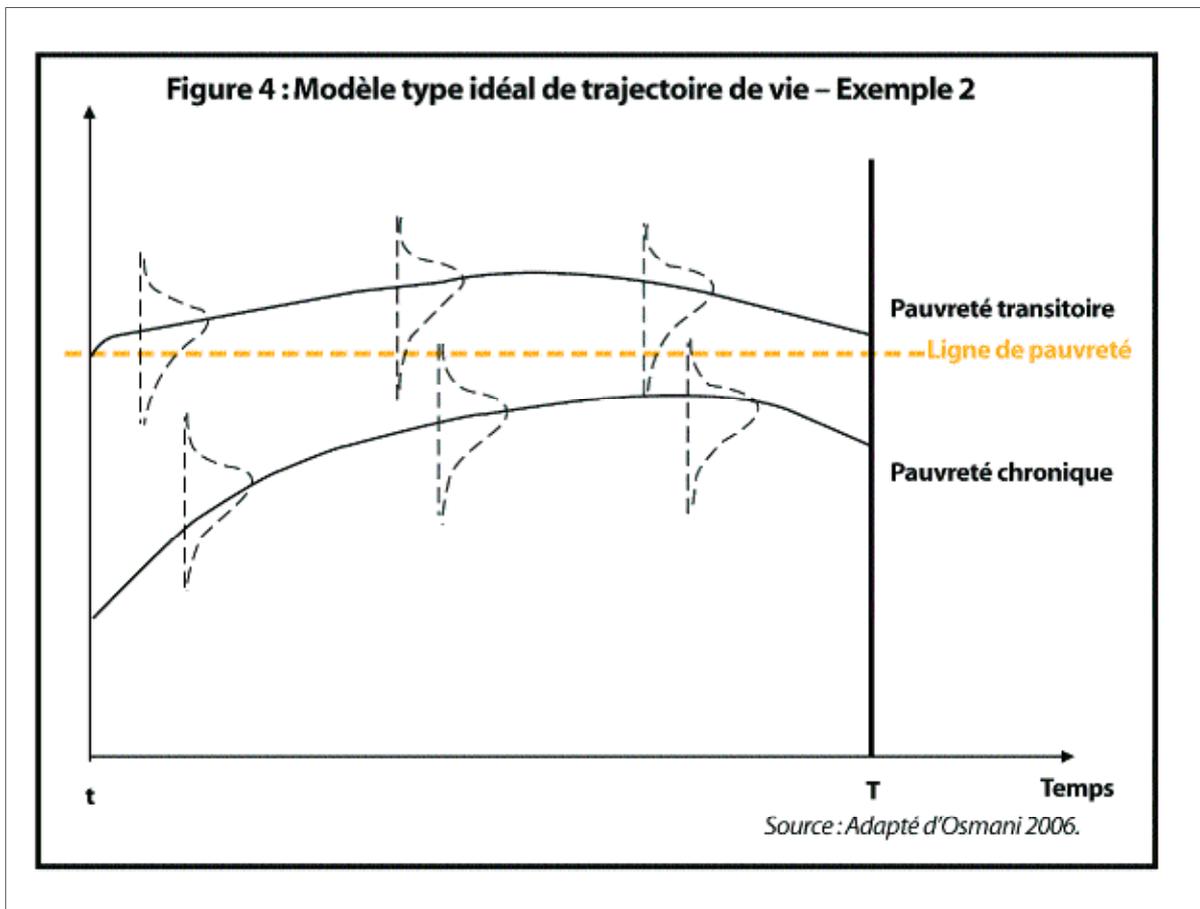
D'autre part, la trajectoire de la pauvreté chronique montre une distribution des possibilités autour de la courbe à un moment donné, à certains moments pouvant mener une personne chroniquement pauvre au-dessus de la ligne de pauvreté pendant une certaine période, même si la tendance est de rester pauvre.

Osmani définit la pauvreté chronique et la pauvreté transitoire d'un regard tourné vers l'avenir qui prend en compte les effets des variations stochastiques, des

variations spécifiques aux individus (ex : l'ensemble des caractéristiques naturelles: l'âge, le genre, les biens, l'éducation, les compétences, le nombre de personnes à charge et la taille de la force de travail des familles, etc.), et les variables exogènes aux individus et aux familles.

Une personne est chroniquement pauvre si ses conditions initiales font que ses revenus se situent le plus souvent au-dessous de la ligne de pauvreté pour le restant de sa vie active, à condition que les variables exogènes qui prévalent au moment de ce constat restent inchangées (ibid. 6).

La pauvreté transitoire fait référence à une situation où la ligne de profil des revenus attendus (conditionnels) reste toujours au-dessus, mais très proche de la ligne de pauvreté, de sorte que le revenu actuel va tomber au-dessous de la ligne de pauvreté assez fréquemment (mais pas le plus souvent), si les facteurs exogènes restaient inchangés (ibid. 8).6



6 La figure 2 est une « approche de crise » des dynamiques de la pauvreté, alors que la Figure 3 fait référence à une « approche des composants ». Une « approche de crise » identifie le chroniquement pauvre sur la base du nombre ou de la longueur des périodes de crise de pauvreté qui l'affecte (ex. Baulch et McCulloch, 1998). Une « approche des composants » définit les composants de la pauvreté transitoire et de la pauvreté chronique pour chaque ménage (ex. Jalan et Ravallion, 1999).

La composante chronique résume ce que le niveau de pauvreté devrait être si la consommation ne varie pas au niveau de sa valeur moyenne. Plus important encore, les lignes stylisées de la figure englobent le cycle de vie de la pauvreté – l'idée que certains événements de la vie augmentent ou réduisent les occasions de connaître la pauvreté à un moment particulier de la vie. Nous avons adapté le diagramme de Osmani (qui met l'accent sur la durée de vie active plutôt que sur la vie entière) pour réfléchir sur le fait que notre recherche ainsi que d'autres suggèrent que l'avènement de la pauvreté dans les pays en voie de développement est plus probable au début et à la fin de la vie; cependant, c'est là une réponse empirique qui nécessite des enquêtes dans des contextes particuliers. Les recherches, y compris celle de Rowntree (1901) sur le cycle de vie de la pauvreté, faite à York à la fin du 19^{ème} siècle, aussi suggèrent qu'en plus de l'enfance et de la vieillesse, les jeunes ménages – avec un taux de dépendance de plus en plus grand (c'est-à-dire des enfants) et un pou-

voir de gains limité – sont aussi particulièrement vulnérables à la pauvreté.

Les tendances de la pauvreté décrivent les changements dans les cas de pauvreté, souvent au niveau national au fil du temps, et peuvent masquer les dynamiques de la pauvreté. C'est parce que les cas de pauvreté à une certaine époque sont le résultat de la somme des mobilités ascendantes et descendantes à travers la ligne de pauvreté (dynamiques de la pauvreté), et de pauvreté persistante. Par exemple, qu'il y ait eu une réduction significative de 24% dans l'ensemble de la pauvreté apparente dans les zones rurales du Vietnam entre 1993 et 1998 ne nous dit rien sur ce qui s'est passé au niveau des ménages pris individuellement. En fait, alors qu'à peu près 30% des ménages se sont sortis de la pauvreté, 5% d'autres ménages sont tombés dans la pauvreté (ensembles considérés comme des pauvres transitoires), et environ un tiers de la population était pauvre pendant toutes les deux périodes.

En réalité, la même tendance de pauvreté peut être composée de deux niveaux de mobilité complètement différents. Par exemple, même les cas de réduction substantielle sont compatibles avec des niveaux élevés de mobilité descendante dans la pauvreté. Le niveau de pauvreté chronique sera élevé là où la mobilité ascendante est faible, et/ou là où il est difficile de récupérer de la mobilité descendante. Si les facteurs qui favorisent la mobilité ascendante soutenue et/ou les facteurs qui facilitent la récupération après les chocs et les stress sont rares, il est possible que les cas de pauvreté puissent rester stationnaires,

ENCADRÉ 3 :

Implications politiques de la pauvreté au plan national

En déduisant, on peut identifier de grandes différences dans les types de stratégies de réduction de la pauvreté qui sont les plus appropriées pour les pays (ou les régions) qui présentent un mélange de pauvreté chronique et de pauvreté transitoire. Dans un pays où la pauvreté est largement un phénomène transitoire, et où les « pauvres » ont à n'importe quel moment une forte probabilité d'améliorer leurs conditions, on eut alors argumenter que les

politiques devraient s'appesantir prioritairement sur des filets de protection sociale qui aideraient les gens à gérer leurs privations du moment, à revenir rapidement à leur statut de pas pauvre et à réduire leur vulnérabilité. On aurait besoin d'allocations de chômage limitées dans le temps, de subventions sociales, de travaux en échange de l'allocation sociale, de micro crédits et de programmes de formation professionnelle. Au contraire, dans un pays où une proportion significative des pau-

vres sont chroniquement pauvres, il serait nécessaire de poser des politiques de redistribution des biens, d'investissement direct dans des infrastructures physiques de base, de réduction de l'exclusion sociale (de l'emploi, des marchés et des institutions publiques) et de mener des politiques de sécurité sociale à long terme si on veut réduire significativement la pauvreté.

Cependant, il serait erroné de conclure qu'il serait nécessaire de développer différen-

même pendant que les cas de pauvreté déclinent⁷. On est très conscient du rôle des chocs – ex. la mauvaise santé, le brusque changement environnemental, le crime – dans la genèse de la pauvreté.

« Les événements seuils » tels que ceux-là peuvent aussi être extrêmement importants pour faire basculer les personnes n'ayant aucune expérience de la pauvreté dans le passé dans une pauvreté persistante, et certains soutiennent le point de vue que les dangers multiples et la vulnérabilité sont des facteurs critiques pour enfoncer les gens dans la pauvreté pendant un certain temps.

Le fait de comprendre la pauvreté chronique est particulièrement important pour trois raisons. D'abord, on peut argumenter que les chroniquement pauvres constituent un sous-ensemble des « plus pauvres » et donc, requièrent assistance et appui sur une base éthique (Clark et Hulme, 2005). Ensuite, alors que la notion de « temps » a été introduite dans les concepts de la pauvreté depuis longtemps, - en termes de phénomène saisonnier (ex. le travail de Lipton (1986) parmi les « ultra pauvres » des zones rurales); « temps de la pauvreté » (ex. le temps comme un bien qui peut nous manquer suffisamment); et plus encore dans les pays industrialisés, le cours de la vie, « la durée » reste une dimension manquante de la pauvreté qui doit être incorporée dans tout travail de conceptualisation qui se veut crédible (Clark et Hulme, 2005).

Comme on l'a suggéré plus haut, le temps passé dans la pauvreté peut en lui-même avoir des effets, et peut tout aussi bien être le résultat d'une série complexe de structures et de

processus. Les processus plus larges de changement sociaux, économiques et politiques – le coup de balai de l'histoire – fournissent le contexte dans lequel les dynamiques de la pauvreté et la mobilité socio-économique (ou son absence) se déroulent (Bevan, 2004), et où on peut s'attendre à ce qu'ils exercent une forte influence – par exemple par le changement de décisions et d'actions des élites et des propriétaires, ce peut avoir un impact significatif sur les pauvres (da Corta, à paraître).

Enfin, on peut argumenter que les analyses contemporaines de la pauvreté la traitent largement comme un phénomène transitoire et de ce fait manquent de produire les connaissances qui peuvent être utilisées efficacement pour combattre la pauvreté chronique. Les pays ayant le même nombre de pauvres peuvent nécessiter différentes stratégies de réduction de la pauvreté, ou des stratégies différemment équilibrées, à cause de leurs différentes compositions de pauvreté transitoire et de pauvreté chronique (Encadré 3 et Tableau 1). Les décideurs politiques, qui cherchent logiquement à minimiser la mobilité descendante dans la pauvreté et à maximiser la mobilité ascendante, doivent comprendre à la fois les proportions relatives des plus pauvres, des pauvres et des pas pauvres vulnérables, ainsi que l'intransigeance relative de la pauvreté ou de la vulnérabilité de chaque groupe, sur la base de ses causes et de sa durée. Le travail des chercheurs et des analystes politiques identifiera la gamme de mesures politiques critiques qui est pertinente à chaque pays ou groupe de pays, en fonction de leurs trajectoires.

tes stratégies nationales, de nouveaux rôles de l'état et des formes et niveaux de l'aide internationale pour ces deux différents cas de figure. En fait, les chroniquement pauvres ont besoin à la fois de transfert de biens et d'assurance – des biens non protégés ayant une très forte probabilité de se perdre. Et les transitoirement pauvres aussi ont besoin de biens – s'ils avaient joui d'une meilleure éducation ou s'ils étaient en meilleure santé, ils seraient moins enclins à tomber dans la pauvreté même pour des périodes relativement brèves. Mais là

où la pauvreté chronique prédomine, les transferts de bien paraissent être l'exigence la plus significative pour la réduction de la pauvreté. Cependant, les biens sont sans doute le mieux construits par une assistance sociale sous la forme de transfert d'argent.

Les stratégies régionales de réduction de la pauvreté pourraient être aussi importantes ou même plus importantes que les stratégies nationales. En particulier, les chroniquement pauvres, pourraient se concentrer dans une région spécifique

dans certains pays (le nord-est du Brésil, par exemple). Une stratégie nationale de soutien de la stratégie régionale de réduction de la pauvreté sera essentielle, mais si la stratégie régionale est absente ou faible (c'est-à-dire du fait de la mainmise de l'élite ou de l'incapacité institutionnelle à la mettre en place), alors la stratégie nationale ne sera pas d'un grand secours.

Sources: Hulme and Shepherd, 2003:404; Barrientos, Hulme, and Shepherd, 2005, Tony Addison, *comm. Personnel sur l'importance du développement régional.*

APPROCHES D'ETUDE : COMBINER LES APPROCHES QUALITATIVES ET QUANTITATIVES

Cette étude ne porte pas sur les méthodes de recherche; un travail synthétisant la recherche sur l'approche du CPRC est à paraître. Cependant, on doit brièvement rappeler ce qui suit: le CPRC a fait de la combinaison de la recherche qualitative et quantitative un outil essentiel si on veut accomplir des progrès dans la description, la compréhension et l'explication des dynamiques et la transmission intergénérationnelle de la pauvreté. Alors que différentes combinaisons sont possibles, les bonnes pratiques sont rares, et nous avons pour objectif de produire un travail innovateur sur le plan méthodologique. Ce travail va se focaliser sur l'utilisation de données d'enquêtes complétées par des histoires de la vie comme principales méthodes pour la collecte des informations et la compréhension de la pauvreté chronique et intergénérationnelle (Baulch et Scott, 2006; Ojermark, à paraître). Cependant, dans la majorité des

situations où les données d'enquête ne sont pas (et ne seront pas) disponibles, il est légitime de développer des déterminants proches (proxy) en utilisant exceptionnellement des données d'enquêtes sur la nutrition, l'analphabétisme et autres biens⁸ – indicateurs de privation de certaines enquêtes exceptionnelles qui prennent en compte la dimension temporelle et dont on sait qu'ils ont un certain degré de corrélation avec la pauvreté chronique (Hulme et McKay, 2006) – à utiliser en même temps que les données sur l'enquête sur les ménages par rapport à la pauvreté et les chroniques de vie (ou d'autres méthodes qualitatives). Des pseudo panels peuvent se construire dans les rares cas où la taille des enquêtes est assez grande (Goh et al, 2004).¹¹ La comparaison parent-enfant, et les études sur les cohortes de familles peuvent aussi révéler beaucoup de choses sur la transmission intergénérationnelle de la pauvreté.

Tableau 1: Dynamiques de la pauvreté et analyse politique – quelques exemples

	Croissance	Développement Humain	Sécurité	Droits, culture, capacitation
<i>Prévention de la descente</i>	Assurance collective contre les risques d'investissements nuls (ex. irrigation)	Augmentation des dépenses de santé Augmentation des expositions aux chocs majeurs	Marchés financiers compétitifs, particulièrement pour la consommation, le crédit et l'épargne ⁹	Prévention et gestion des conflits, particulièrement pour éviter la perte des biens
<i>Aborder la question des éléments entretenant la continuité</i>	Politiques pour renverser la tendance à l'absence de croissance aux niveaux national et régional Redistribution des biens Augmenter les retours pour les faibles biens investis par les très pauvres	Aborder la question des barrières institutionnelles et sociales qui s'opposent à l'inclusion, par ex. les stigmates, la santé mentale, la qualité du financement et des services, l'alcoolisme	Aborder les problèmes de gouvernance ou d'implantation qui empêchent la sécurité personnelle ou sociale Choisir de schémas facilement ciblés	Des politiques en dehors des encadrés: droits de la femme à la propriété terrienne; réduction des dépenses sociales pendant les décès/mariages
<i>Faciliter la sortie de la pauvreté</i>	Politiques économiques en faveur des pauvres ¹⁰ Facilitation du contact avec des individus et des organisations qui savent recueillir des informations sur les diverses opportunités économiques	Education, en particulier au-delà de l'école primaire Insister sur les principaux groupes qui étaient lésés (ex. adolescents, enfants issus de mariages polygamiques)	Mesures de protection sociale avec investissement de valeurs (ex. pensions et couverture suffisamment importantes).	Développement d'un capital social – inclusion de stratégies séparées de développement

Sources: Bird et al, 2004; Bird and Shinyekwa, 2003; Krishna, 2003; Shepherd et Mehta, 2005.

3. PAUVRETÉ INTÉGRATIONNISTE ET MOBILITÉ

En cette période de recherche, il y a une forte insistance sur la pauvreté intergénérationnelle et la mobilité. Nous avons beaucoup appris de la mobilité intergénérationnelle (ou de son absence) aux USA, et de plus en plus au Royaume Uni. On s'est rendu compte qu'elle était moins que prévisible – le revenu des parents a été un signal fort des gains des enfants, par exemple (Solon, 1999 et Solon et Lee, 2006).

Le fait que la transmission intergénérationnelle est bien établie, mais que ses causes ne le sont pas – peut-être une carence consistant à compter sur la seule recherche quantitative. Une recherche approfondie de la littérature (Bogges, Corcoran et Jenkins, 1999) a mis en évidence la conclusion que la forte corrélation entre les revenus des parents et ceux de leurs enfants n'avait rien à voir avec la plus forte probabilité qu'un ménage démuné est dirigé par une femme, la plus forte probabilité de vivre dans un quartier pauvre, ou le plus faible niveau de scolarisation que les enfants pauvres reçoivent – toutes ces explications sont vraies, mais du point de vue de la statistique, elles n'expliquent pas le lien intergénérationnel au niveau

des revenus. Les domaines les plus prometteurs pour trouver une explication à ce phénomène incluent:

(a) les retards dans le domaine du développement physique et mental qu'on rencontre chez les enfants pauvres, et qui semblent être en corrélation avec leurs futurs revenus;

(b) l'extrême pauvreté des foyers monoparentaux en particulier (moins d'apport de revenus), dont les enfants ont plus de chances de quitter l'école, d'avoir des enfants à adolescence et d'être sans emploi en âge adulte¹²; et

(c) la substantielle différence de race qui continue d'exister – la « grande majorité d'enfants noirs seront pauvres, vont vivre de l'aide sociale et vont vivre dans des foyers monoparentaux à un certain moment de leur adolescence. Beaucoup d'enfants noirs seront dans cette situation pendant longtemps » (ibid., 82).

Il y a des preuves indiquant que la discrimination raciale existe sur le marché du travail aussi, ce qui suggère que les événements et les processus dans l'adolescence peuvent aussi exercer une forte influence. De récentes preuves en provenance d'Amérique sont examinées dans Bowles et al (2005) – voir Encadré 4.

ENCADRÉ 4 :

La transmission intergénérationnelle de la pauvreté aux USA : Découvertes récentes

Des études approfondies sur le problème ont montré qu'il y a, étonnamment, de fortes corrélations entre la consommation, la richesse, les revenus et salaires des générations qui se succèdent aux États-Unis – en dépit du portrait stéréotypé que l'on fait de ce pays comme la terre des « réussites spectaculaires ». Il y a clairement à la fois un piège de la pauvreté, duquel il sera difficile, sinon impossible d'échapper, et un piège « d'influence » qui est juste seulement légèrement moins durable. La persistance de la pauvreté intergénérationnelle est beaucoup plus forte chez les noirs que chez les blancs. Les principaux canaux qui constituent le passage de la transmission

générationnelle de la pauvreté sont la scolarisation, la richesse, et la race; le QI et la personnalité, d'autre part, ne pèsent pas beaucoup pour ce qui est de la transmission intergénérationnelle. L'effet négatif de la résidence dans des quartiers où les revenus sont faibles est un important sujet de débat, qui implique la centralité de la reproduction de la structure sociale, largement définie en termes de classe et de race au fil du temps. Cependant, le débat sur la recherche dans le domaine de la politique contemporaine américaine continue d'exister, principalement parmi les économistes qui analysent les opportunités offertes aux individus ou aux familles en dehors de toute considération de groupe ou de structure¹³. Les réponses aux États-Unis insistent

généralement sur la carence éducationnelle, qui est plus facile de résoudre que d'éliminer la discrimination raciale. Les enquêtes d'opinion avancent l'idée que la grande majorité propose une compensation financière pour ceux qui sont victimes de handicaps physiques ou mentaux à la naissance, et que plusieurs personnes considèrent le rôle de la race dans la transmission intergénérationnelle de la pauvreté comme injuste et la corrélation entre le revenu des parents et la santé de l'enfant comme « moralement suspect ». Des découvertes telles que celles-ci donnent la légitimité politique aux décideurs pour aborder ces questions. Il y a aussi eu récemment d'intéressantes interventions destinées à interrompre « l'effet quartier pauvre ». Source: Bowles et al, 2005.

Le débat américain sur la transmission intergénérationnelle indique que trouver des explications pour le phénomène de la transmission intergénérationnelle reste un défi, même là où il existe des données de qualité incomparable. Ceci conforte l'idée que la recherche qualitative a un rôle à jouer.

Le document thématique écrit par Bird (2007) examine les facteurs critiques qui interviennent dans la transmission intergénérationnelle de la pauvreté en tirant des leçons des expériences menées aux Etats-Unis et dans d'autres pays industrialisés, mais en se focalisant sur les pays en développement. Il identifie les facteurs affectant la transmission, se focalisant à la fois au niveau des foyers et sur des facteurs contextuels plus larges ou « des facteurs hors foyer ». Son travail donne aussi un espace considérable au concept de la « détermination », à la fois en rapport avec le gagne-pain et dans son sens psychologique. Moore (2005:12) donne un point de départ:

La pauvreté n'est pas transférée d'une génération à l'autre comme un « paquet » mais comme un ensemble complexe de facteurs positifs et négatifs qui affectent les occasions d'une personne à faire l'expérience de la pauvreté, soit dans le présent, ou dans le futur au cours de sa vie. Ces facteurs peuvent comprendre à la fois transmission 'privée' (ou l'absence de transmission) de capitaux et la transmission « publique » (ou l'absence de transmission) de ressources d'une génération à l'autre.

(ex. par la taxation des revenus des générations passées dans le but de payer le système d'éducation élémentaire). Ces facteurs peuvent être positifs (ex. argent liquide, biens, aspirations positives) ou négatifs (travail de servage, mauvaise nutrition, discrimination par rapport au genre). 14

Les dotations initiales et souvent spécifiques à un contexte sont importantes, celles-ci consistent en des biens, capacitacions et des attributions de gérer des agences tenues par des personnes physiques ou par des ménages. Les dotations initiales sont en elles-mêmes souvent le résultat de processus intergénérationnels. Elles constituent ainsi des choix difficiles à faire à l'intérieur des foyers

en regard du bien-être du présent opposé à celui du futur, du bien-être personnel opposé à celui de la famille. Les décisions telles que par exemple la vente des terres dans une situation structurelle de renchérissement de la valeur des terres, ou dans une situation où on défavorise une fille, un jeune enfant, ou l'enfant d'une épouse qui a un rang inférieur dans une famille polygamique, peuvent conduire à des résultats négatifs « irréversibles » chez un individu ou une famille, qui seraient très difficiles ou même impossibles de corriger plus tard dans la vie.

Les décisions peuvent aussi promouvoir ou saper la détermination. Dans les études de développement, les approches des moyens d'existence et du bien-être dans la pauvreté définissent la détermination comme simplement la capacité d'opérer un retour en force après un choc, en particulier sans avoir à réduire les autres biens, ce qui peut avoir des effets négatifs sur le long terme: par exemple, être capable de reconstruire une maison détruite par la tempête sans avoir à retirer les enfants de l'école pour économiser l'argent nécessaire à cette reconstruction. Mais la détermination a aussi des dimensions psychologiques, et maintenant les socio-psychologues et les psychologues du développement avancent une définition nuancée: « la manifestation d'une adaptation positive en dépit d'une adversité significative qui survient dans la vie » (Luthar, 2003).

Ici la détermination veut dire que l'individu apparaît comme étant capable « d'affronter » l'adversité et de « s'en sortir » - de survivre, de s'adapter, ou même de prospérer, en dépit de son malheureux sort.¹⁵

La recherche sur la détermination chez les enfants et les jeunes personnes presque entièrement menées dans les pays industrialisés a proposé une large gamme d'attributs individuels et de contextes sociaux associés à la détermination (Encadré 5), qui peuvent aider ou désavantager un enfant qui se bat contre une adversité tôt dans sa jeunesse. En termes de caractéristiques individuelles, Bird (2007) note l'importance particulière d'encourager l'amour-propre des enfants:

ENCADRÉ 5 :

Exemples d'attributs des individus et des contextes qui les associent le plus souvent à la détermination

Les différences individuelles: habiletés cognitives, (QI, habiletés attentionnelles, habiletés de fonctionnement); perception individuelle des compétences, valeurs, confiance (efficacité propre et amour propre); tempérament et personnalité (adaptabilité, sociabilité); habileté de régulation de sa personne.

Relationnelles: qualité pour l'éducation des enfants (comprenant la chaleur humaine, la structure et la surveillance, les attentes); relations proches avec des adultes compétents (parents, membres de la famille, tuteurs); relations avec des pairs encourageant la sociabilité et le respect des règles (entre enfants plus âgés).

Ressources et opportunités communautaires: de bonnes écoles, relations avec des organisations facilitant la sociabilité (clubs, groupes religieux); qualité du voisinage (sécurité publique, supervision collective, bibliothèques, centres récréatifs); qualité des services sociaux et des soins de santé.

Source: Masten et Powell (2003:13).

On a trouvé que les enfants qui ont une haute estime d'eux-mêmes attribuent leur succès dans une situation donnée à leurs habiletés et leurs échecs, à un manque d'effort ou à un facteur sur lequel ils n'ont aucun contrôle. Cette vision contraste avec celle des enfants qui ont appris « à être inutiles » et qui ont une faible estime de leur personne (Yaqub, 2002:1085). Dans la vie future, ceci peut avoir une influence sur leur degré d'affirmation de leur personne, de réaction face au risque et de faire face à des chocs covariants et idiosyncrasiques.

Parmi les périodes critiques de la vie qui affectent la pauvreté intergénérationnelle et la mobilité, on peut citer la vie intra-utérine, l'enfance, la jeunesse et la vie de jeune adulte. Ce qui fait toute la différence, c'est comment ceux qui sont chargés des adultes la société dans son ensemble, gèrent ces périodes. Nous savons beaucoup de choses sur la pauvreté de l'enfance, et comment l'intervenir, à la fois, en général et dans un contexte précis.

(voir Encadré 6). Ici la question est sûrement de continuer à faire le travail: enlever les obstacles qui s'y opposent et quand il y a des choix à faire, tester les approches par des expériences politiques.

tent la pauvreté intergénérationnelle et la mobilité, on peut citer la vie intra-utérine, l'enfance, la jeunesse et la vie de jeune adulte. Ce qui fait toute la différence, c'est comment ceux qui sont chargés des adultes la société dans son ensemble, gèrent ces périodes. Nous savons beaucoup de choses sur la pauvreté de l'enfance, et comment l'intervenir, à la fois, en général et dans un contexte précis.

ENCADRÉ 6:

Interruption de la pauvreté infantile

Partenaire du CPRC, le Centre de Recherche sur la Pauvreté et la Politique Infantile (CHIP en anglais), a identifié quatre thèmes spécifiques de politique et toute une gamme de contextes qui sont essentiels pour s'assurer que la chaîne de transmission de la pauvreté est rompue, et que le cycle du cours de la vie et de pauvreté intergénérationnelle est brisé. Ces thèmes spécifiques sont: une éducation de 10 années au moins; des services préventifs et curatifs de santé pour tous; une insistance sur les moins de cinq ans et sur la nutrition des

mamans et des adolescents; et la protection sociale (en particulier transfert d'argent liquide) pour permettre tout ce qui précède et pour relever les stratégies des moyens d'existence. La réalisation de ces quatre éléments requiert une économie politique favorable au développement humain, ainsi que la possibilité d'une redistribution et une qualité améliorée; la libération du commerce précédée par un investissement dans le développement humain, particulièrement dans l'éducation, tout en faisant attention à prévenir l'exploitation potentielle des enfants travailleurs, par exemple; et une politique macroéconomi-

que qui prend en compte les potentiels impacts sociaux. La croissance économique pourrait ne pas renverser les dégâts faits aux enfants qui ont manqué leur unique chance d'accéder à l'éducation ou leur alimentation à un moment critique de leur vie. Les gouvernements doivent s'engager pour le développement humain, même pendant les périodes de crise économique; Le public doit être en position de demander des comptes au gouvernement, et les services publics doivent être planifiés pour tirer profit des synergies entre, par exemple, la nutrition, l'éducation et le planning familial.

Source: Harper 2005

Nous connaissons moins le cas de la pauvreté chez les jeunes et jeunes adultes, et encore moins son interruption. Nous avons défendu l'idée d'une forte concentration sur l'éducation post-primaire (voir Encadré 6); il est aussi nécessaire de convaincre les jeunes gens et les familles de leur utilité économique (Banque Mondiale, 2006). Mais nous reconnaissons que ceci, en lui-même, n'est pas assez – le marché du travail, par exemple, doit avoir la capacité d'absorber les jeunes gens éduqués, et d'offrir les conditions pour l'entrepreneuriat des jeunes et leur participation dans les organisations sociales et politiques doit être bonne. Le contexte est clairement critique (voir par ex. Ainsworth et Filmer, 2006).

À l'intérieur des ménages, il y a une large gamme de facteurs importants à même d'influencer la transmission intergénérationnelle; ces facteurs comprennent les caractéristiques de la famille en elle-même (ex. leur composition en termes de sexe et d'âges, et de taux de dépendance); éducation des parents et santé; accès aux moyens de production; qualité de l'éducation des enfants et socialisation; violence domestique; schéma de prise en charge, d'adoption et de protection des orphelins; et le rôle socio-économique des personnes âgées. Hors des foyers, l'important ensemble de facteurs qui peuvent influencer la transmission intergénérationnelle comprennent les processus politiques (ex. de violents conflits sociaux, l'économie politique de la distribution, y compris entre générations); les processus sociaux qui peuvent influencer le développement des aspirations; et les réseaux sociaux, étayés par les structures sociales de classe, les castes, l'ethnicité et la religion. L'emplacement – « effet de voisinage » – et connectée à cela, l'isolation relative de plusieurs groupes de personnes peut aussi induire un effet d'indépendance.

Que pouvons-nous tirer de cette brève revue de travaux sur la pauvreté intergénérationnelle? Un élément fondamental est que, alors que les mécanismes de la transmission pourraient ne pas toujours être bien compris – et sans doute cela demande un plus grand volume de recherches qualitatives combinées au travail basé sur des recherches quantitatives – le fait que la pauvreté infantile soit tellement fortement associée avec des effets à plus long

terme devrait être suffisant pour porter une attention plus soutenue sur les cas de pauvreté infantile dans différents contextes, étant convaincus que nous savons ce qui peut l'interrupture, et trouver des moyens politiquement faisables de faire intervenir les éléments « interrupteurs ». Naturellement, le monde s'est focalisé sur les moyens les moins coûteux d'interrupture la pauvreté infantile – avec des interventions comparées principalement en termes de coût par personne – alors que le problème majeur est de trouver des interrupteurs qui peuvent être politiquement durables sur une période significativement longue et qui peuvent « toucher » une grande partie de la population. Ceci est difficile – la volonté politique ne court pas les rues, et les facteurs clés ne sont pas toujours présents – Malgré plusieurs années passées à traîner du sujet, on n'a pas donné assez de poids au besoin qu'on éprouve dans la plupart des situations pour une plus grande équité des genres, dont on sait qu'elle est étroitement liée au bien-être de l'enfant.

Cependant, la transmission générationnelle de la pauvreté ne concerne pas seulement la pauvreté infantile, et pour la recherche, c'est l'étape de la vie en dehors de l'enfance qui a le plus urgent besoin d'attention.

On pense que des interrupteurs critiques seront trouvés à différentes étapes de la vie – à l'adolescence (ex. donner à la cohorte d'adolescents qui ont raté leur scolarité dans un premier temps une occasion de s'éduquer, combine avec une croissance généralisée et des mesures de marché du travail); ou à l'étape de jeunes adultes, au moment où on peut s'attendre à ce qu'une capacité de réaction individuelle aux grandes conditions économiques (ex. la croissance) soit à son paroxysme.¹⁶ Le rôle des personnes plus âgées dans les processus de transmission intergénérationnelle du bien-être, particulièrement dans des contextes de « générations manquantes » à cause du VIH/SIDA, est aussi important. L'adaptabilité et la flexibilité peuvent ne pas être entièrement déterminées de façon héréditaire ou des expériences auxquelles a été confronté l'enfance/l'adolescence.

Il est aussi crucial de comprendre le système héréditaire et d'autres facteurs qui déter-

minent ce qu' une génération transmet à une autre. Ces facteurs comprennent :

- les normes et les valeurs autour du soin accordé aux personnes âgées, les pratiques du mariage précoce, les forts taux de natalité, l' éducation et le travail des enfants, et les comportements pour la quête de la santé;
- Les stratégies de sortie de l' insécurité économique (ex. des situations qui ont conduit à l' inflation), crises conflictuelles ou environnementales, qui font perdre les biens qui de ce fait deviennent indisponibles pour l' héritage,
- l' accessibilité et la qualité des institutions et mesures de prévoyance; et
- pas des moindres, les cadres législatifs et leur interprétation et implantation au niveau local, ou les lois coutumières, qui sont très importantes dans la détermination des biens aux biens - la terre étant le premier exemple.

Cette brève analyse suggère que le plus important point focal de la recherche pourrait être d' identifier les mutations dans

les systèmes d' héritage, des lois et des pratiques, et les mutations dans l' environnement au sens large du terme qui affectent l' héritage de ces biens, qui sont potentiellement à même de transformer les opportunités offertes par la vie et qui peuvent encourager l' émergence d' une reprise des moyens de subsistance chez les jeunes générations vulnérables à la pauvreté chronique. Ceci nous permettrait de nous appesantir sur la composition des biens ainsi qu' à leurs niveaux, et à l' usage qu' on peut en faire pour faire changer les contextes. Cela soulève le problème de l' égalité des genres, et demanderait une analyse plus étendue des relations sociales et économiques qui encadrent les pièges de la pauvreté et permettent l' interruption de la pauvreté, thème abordé ci-dessous et dans l' exclusion sociale et dans le thème de l' incorporation d' éléments négatifs abordé dans ce document. Cela sera un exemple de la dimension de la recherche innovatrice soulevée par l' inclusion de la perspective intergénérationnelle.

4. COMPRENDRE ET EXPLIQUER LA PAUVRETÉ CHRONIQUE

A lors que nous savons qu' il y a souvent un degré significatif de mobilité du revenu ou de la consommation autour de la ligne de pauvreté, dans plusieurs endroits et occasions nous connaissons moins les schémas du bien-être dans le temps, et encore moins la pauvreté à très long terme et intergénérationnelle, très peu de la mobilité en termes de carence plus importante ou de mobilité des biens, et presque rien de la mobilité dans le cas des économies stagnantes et des Etats fragiles. Nous ne savons pas encore assez des déterminants de la pauvreté persistante - ce qui est structurel (et par conséquent, dont il est très difficile d' échapper sans changement significatif de façons de faire ou de l' environnement économique, social ou politique) et ce qui est temporaire ou stochastique (où les structures internes sont saines). Ce que nous savons est largement basé sur la recherche

soit quantitative ou qualitative séparément; la combinaison de ces deux approches devrait produire des preuves de causalité plus fortes. Cependant, dans quelle mesure on peut généraliser les causes restera une problématique.

Cette section trace le contour d' une approche conceptuelle de base de l' explication de la pauvreté chronique et des dynamiques de la pauvreté, enfermée dans les concepts de croissance pro pauvres ou pro plus pauvres, d' insécurité, de vulnérabilité, de biens et de retour d' investissement de ces biens et d' exclusion sociale. Elle continue ensuite en suggérant que la recherche la plus pointue se trouve dans une zone interdisciplinaire qui fait le lien entre les pièges de la pauvreté et les relations sociales, économiques et politiques, étant donné que la majorité des personnes vivant dans une pauvreté chronique est incorporée dans (plutôt que, ou en plus de, exclue de) la société locale, des contrats sociaux nationaux, et de l' économie globale. Cependant, les termes d' incorpo-

ration sont négatifs et ne conduisent pas à l'élimination de la pauvreté; ils peuvent même être reconstruits socialement pour que les pauvres restent pauvres.

Croissance économique

Les niveaux de mobilité sont fortement conditionnés par l'environnement économique et politique, dans le domaine particulier du niveau et de la nature de la croissance économique, et de la mesure dans laquelle les Etats sont garants de la stabilité et de la sécurité de base. Il est possible d'argumenter fortement sur l'idée que tout ce qui est requis pour réduire les cas de la pauvreté, c'est la croissance économique – et que nous savons pertinemment que la croissance économique souvent réduit les cas de pauvreté. La mesure de la réduction est en relation avec le niveau d'inégalité et celui de la mesure de distribution, aussi bien que de la composition (ou « qualité ») de la croissance. Cependant, dépendant des mêmes facteurs, la réduction des cas de pauvreté pourrait s'accompagner de l'augmentation des inégalités et/ou de la sévérité ou de la profondeur de la pauvreté. En fin de compte, la croissance économique soutenue est capable de changer la structure socio-économique dans laquelle se déroule la mobilité.

Nous avons appris des études intitulées « Operationalising Pro-poor Growth » [Rendre Opérationnelle la Croissance en Faveur des Pauvres], (Banque Mondiale et al, 2005) que les pays qui ont connu la croissance dans les années 1990 ont aussi connu dans l'ensemble une réduction absolue du revenu des plus pauvres, et que, à la fin de la période, le revenu de 10% des plus pauvres était plus élevé qu'au début. Cependant, dans la majorité des cas, l'inégalité a augmenté. Dans la plupart des cas aussi les changements positifs dans la vie des pauvres étaient inférieurs à la moyenne. Mais il y a eu aussi un nombre significatif de cas où les plus pauvres ont fait mieux que la moyenne.

Quels sont les facteurs qui sous-tendent ces schémas? L'accroissement de l'inégalité signifiait qu'il était plus difficile pour les plus pauvres de tirer des avantages. La distribution de la croissance entre les zones rurales et urbaines était cruciale – la tendance urbaine rendant difficile la participation de la plupart des plus

pauvres, étant donné que le plus grand nombre d'entre eux habite dans les zones rurales. Les dépenses publiques en faveur des plus pauvres – santé, éducation, infrastructures rurales – étaient associées à une plus grande participation des plus pauvres, et si la politique économique qui les sous-tend pouvait permettre la prise en charge de leurs intérêts, cette représentation était aussi favorable à leur participation dans la croissance (Lahouel 2007).

Donc une stratégie de croissance économique favorable aux chroniquement pauvres mettrait l'accent en particulier sur la protection contre la mobilité descendante et l'extrême indigence; des mécanismes de récupération pour ceux qui basculeraient à nouveau malgré cette protection; et des facteurs permettant la mobilité ascendante – pas à un point juste au-dessus de la ligne de pauvreté où la vulnérabilité de redevenir pauvre serait élevé, mais à un point où il serait possible d'échapper à la pauvreté définitivement. La stabilité macro économique et la paix sont des pré requis importants pour empêcher l'érosion des gains substantiels dans le bien-être.

Cependant, les programmes de l'économie politique dont on aurait besoin pour assurer une échappée définitive de la pauvreté comprendront une perspective sur les régions trop en arrière, sur les infrastructures, sur le fonctionnement des marchés critiques (la terre, les matières premières, la finance, le travail, le logement), aussi bien que sur la politique fiscale et l'allocation des dépenses publiques.

Un premier travail sur « la croissance favorable aux plus pauvres » a suggéré que cela prendra beaucoup de temps avant que les plus pauvres n'échappent à la pauvreté par le seul moyen de la seule croissance. Les raisons de la relative faiblesse de niveaux des avantages tirés de la croissance économique comprennent:

- le manque de biens aux mains des plus pauvres et la faiblesse des retours d'investissement de ces biens;
- leur grande vulnérabilité;
- leur exclusion du champ politique;
- le fait qu'ils bénéficient rarement des transferts des migrants (bien qu'il puisse y avoir des exceptions à cela); et
- l'inefficacité de la politique publique à assurer la mise à disposition des services aux plus pauvres.

Osmani (2006) a défendu l' idée que « la pauvreté chronique peut survenir non pas seulement du faible niveau des dotations, mais aussi d' un déséquilibre entre la structure des dotations en possession des pauvres et la structure des opportunités qui leur sont offertes ». L' implication est que les décideurs politiques doivent considérer à la fois: que la pauvreté persistera à moins que la structure ou la composition des dotations correspondent à celle des opportunités disponibles. La politique doit s' assurer que le « schéma de croissance » – en termes de sa composition sectorielle, géographique et technologique – correspond aux dotations des plus pauvres, bien que simultanément elles encouragent les dotations des plus pauvres de sorte qu' elles correspondent aux opportunités émergentes – à travers, par exemple, les interventions ciblées de redistribution des biens, l' amélioration du capital humain, ou enlevant les barrières qui empêchent à beaucoup de personnes d' accéder aux marchés et aux services publics. « En vérité », comme Osmani le dit, « agir au niveau des dotations peut parfois être la méthode la plus rentable et la plus durable de s' attaquer au problème de la pauvreté chronique qui naît du déséquilibre structurel ».

Pour conclure sur la croissance, les chroniquement pauvres ont la possibilité de tirer moins de bénéfices que proportionnellement de la croissance. Il y a trois conditions majeures:

(i) La croissance est toujours importante et peut apporter des avantages significatifs au fil du temps, par la création d' emplois et l' apport de versements additionnels par exemple, bien que la taille des marchés puisse paraître un facteur significativement limitant.

(ii) Les politiques favorables à la promotion de la croissance peuvent dans certains cas aussi faire du tort aux pauvres. Par exemple, le développement des infrastructures et la libéralisation du commerce, et la conséquence perte des biens ou d' emploi, peuvent induire la pauvreté chronique chez certains. Il peut y avoir aussi des caractères structurels d' une économie qui appauvrit, marginalise et rend vulnérable.

(iii) Le résultat global dépend beaucoup de la mesure à laquelle les bénéfices de toute croissance sont redistribués à travers l' augmentation de revenus additionnels, en l' allouant de façon appropriée, et en dispensant les services efficacement.

La majeure partie du travail que nous avons réalisé jusqu' à présent a été fait dans des

situations où il y a eu un niveau raisonnable ou même un niveau élevé de croissance économique – Inde, Bangladesh, Vietnam, Ouganda. Cependant, nous en connaissons moins sur la mobilité autour de la ligne de pauvreté dans des contextes où il y a eu une stagnation ou un déclin de l' économie – ex. historiquement au Kenya, en Zambie, à Madagascar, dans la plupart des pays Ouest africains, aux Philippines, en Papouasie Nouvelle Guinée, au Nicaragua, au Pérou. Ce thème sera développé dans la section 6 ci-dessous, et le travail du CPRC augmente dans ces pays. Il continuera aussi de l' intéresser aux régions « amériées » – en Inde la plus grande partie du travail empirique est prévu de se dérouler dans les Etats les plus pauvres: La revue des politiques de réduction de la pauvreté à paraître mettra l' accent sur les réponses politiques aux régions sous-développées.

Insécurité et absence de biens

Si la pauvreté chronique et les dynamiques de la pauvreté ne sont pas tout juste une question de croissance économique – en dépit de son importance – comment peut-on les comprendre et les expliquer? L' insécurité, le risque et la vulnérabilité présentent dans ma première phase du travail du CPRC, un ensemble de questions qui se combinent pour conduire les personnes vers la pauvreté, mais s' unissent aussi pour les y maintenir, en partie parce qu' elles ajustent rationnellement leurs réponses aux risques perçus. Un aspect critique de ce processus, le manque graduel – parfois soudain – de biens critiques. L' état d' absence relative de biens (et donc l' inégalité) est un signe annonciateur de la pauvreté chronique, et l' accès aux biens un signe annonciateur de l' interruption de la pauvreté chronique. L' absence de biens est une cause majeure de la vulnérabilité – et ces deux concepts sont au cœur du travail du CPRC.

Quels biens sont considérés comme critiques, quels sont ceux qui présentent des dangers? La réponse dépend du contexte. Le retour de l' investissement de ces biens est aussi fonction de ce contexte – si seulement de faibles retours d' investissement sont possibles, la pauvreté chronique est à prévoir. Ce résultat peut découler des conditions économiques en général, ou de l' emplacement dans une région isolée ou sous-développée. La vulnérabilité est plus grande et les retours d' investissement sont plus

faibles là où des individus ou groupes de personnes sont exclus de façon critique du courant dominant des institutions économiques, sociales et politiques. L'exclusion peut aussi intervenir dans les familles, ce qui peut être différencié selon l'âge, l'ordre de naissance et le statut préféré. Cependant, comme on la note, la plupart des pauvres dans les pays en développement sont au moins partiellement inclus dans le courant dominant, mais en des termes négatifs qui ne leur permet pas de faire des progrès en termes de développement économique ou humain.

Comme on l'a noté, la possession ou l'accès à des biens matériels et humains est un déterminant décisif de la possibilité d'une mobilité ascendante, et protège contre les trajectoires descendantes et la misère, jusqu'à leur fin. Différents biens sont importants dans différentes situations: alors que la terre constitue encore un bien de base pour beaucoup de pauvres vivant dans les zones rurales, l'accès au financement, à l'éducation, ou aux réseaux sociaux est central dans d'autres contextes, et dans ces situations où les familles sont à la poursuite de multiples et divers moyens de subsistance dans le but de prospérer, les combinaisons de biens ont tendance à être d'une grande importance. Les biens sont aussi importants parce qu'ils permettent l'accès à d'autres biens et services, tels que le crédit, la participation politique peut dans certains contextes être plus ouverte à « celui qui possède des biens », dans la mesure où les biens agissent comme des signaux de statut qui donnent l'« autorisation » de parler en public. Les niveaux de biens et leur distribution au sein de la famille sont aussi importants. Cependant, ce n'est pas la seule possession de biens mais aussi leur productivité et leur utilité qui doit être pris en compte, et ceci est une fonction de l'environnement institutionnel, socio-économique et politique au sens large du terme. L'éducation sans l'emploi, ou la terre sans une agriculture de marché organisée pourrait procurer la sécurité, mais fait peu pour la mobilité ascendante – une discordance d'opportunité de capitalisation. De la même manière, un bien sans un autre – la terre sans éducation – pourrait limiter le degré de mobilité (dans ce cas par la participation dans l'économie non-agricole ou dans des marchés agricoles plus sophistiqués).

On a porté une attention plus significative à la redistribution des biens dans les politi-

ques de développement entre la 2ème Guerre Mondiale et 1970, pour contrecarrer les inégalités qui empêchent le développement.

Maintenant, il y a une bien meilleure compréhension de la façon dont l'inégalité gêne la croissance économique. Cependant, à cause des effets potentiellement démotivants, la redistribution des biens reste largement à l'écart du programme de développement, sauf par la mise en place des services liés à l'éducation et à la santé – et même dans ces cas, les ambitions sont souvent restées modestes pendant longtemps, entravées par les ressources et l'élitisme. Au contraire, d'autres formes de redistribution telles que la réforme agraire, sont bien en place dans le programme de certains pays – pas seulement dans le sud de l'Afrique, mais aussi sous certaines formes en Asie du Sud et de l'Ouest et en Afrique de l'Ouest. Il y a maintenant une tâche bien définie consistant à ramener la redistribution dans le programme international dans des formes remises à jour et plus utiles, compte tenu de tous les effets démotivants. En réalité, la politique fiscale est un déterminant essentiel de la mesure à laquelle la croissance va être au bénéfice des chroniquement pauvres, et va être un point d'ancrage fort du travail du CPRC.¹⁷

Les biens matériels – et bien entendu la force humaine de travail – peuvent cependant se perdre, suite à des chocs ou aux stress. Les stratégies pour éviter la perte des biens sont par conséquent essentielles pour une sécurité et une prospérité à long terme. Mais les stratégies de récupération suite à des pertes de biens aussi le sont tout autant, et celles-ci sont recherchées avec beaucoup de vigueur par les pauvres, partout où c'est possible. C'est là où les biens sociaux (les capitaux) des réseaux familiaux (protection sociale informelle), les rentes et les aides ou la protection sociale formelle interviennent de façon importante pour permettre aux familles de « se remettre » et de revenir, en ce qui concerne leurs biens, à un état proche de là où elles étaient avant le choc. Cependant, les possibilités d'augmenter de façon significative la possession des biens au-delà d'un certain point sont souvent sévèrement gênées par l'environnement et par les réactions, logiques et spécifiques au contexte, à la vulnérabilité (Barrientos, 2007). C'est là l'équilibre de pauvreté de bas niveau, duquel il est difficile de sortir.

Ici le terme d'« équilibre » soulève quelques difficultés, étant donné qu'il suggère

que les moyens d'existence des pauvres sont quelque peu stables alors qu'en fait, ces biens sont vulnérables aux chocs qui peuvent renverser une situation fragile. Il suggère aussi que les personnes pauvres tentent de mettre la sécurité en priorité au lieu de l'accumulation de stratégies qui les feraient sortir de la pauvreté, alors qu'attendre la vraie sécurité est ce qui d'habitude permet plus tard de prendre des décisions en faveur de l'accumulation. Cependant, la question de recherche en relation avec la politique est de savoir si les personnes chroniquement pauvres peuvent d'une façon ou d'une autre bénéficier des opportunités existantes, et si non, quelles opportunités alternatives peuvent être réellement disponibles. Ceci évite le danger de dénaturer les stratégies des gens, que nous devons d'étudier et comprendre plutôt que de déduire (d'où l'importance de la recherche qualitative).

Dans les sociétés agraires sujettes à la sécheresse, le bétail représente une stratégie fondamentale, parce qu'il se multiplie naturellement. La perte de tout le bétail signifie qu'il faudrait le racheter à des prix d'après-sécheresse qui sont plus élevés. L'exclusion ou l'incapacité à posséder du bétail constitue un handicap sévère dans ces communautés, causé par l'endettement structurel ou le genre, par exemple. Dans des économies agricoles moins orientées vers l'élevage, d'autres biens peuvent aussi être « entretenus » – les arbres par exemple. A mesure que les sociétés « désagrangent » l'accès à et la réussite en éducation et que le fait de trouver une place productive dans l'économie urbaine (la maison, le voisinage et le transport) pourrait arriver à remplacer le bétail ou les arbres en tant qu'éléments majeurs de biens renouvelables.

Le fait de percevoir la force de travail comme un bien potentiel conduit à des conclusions politiques différentes par rapport au fait de penser seulement en termes d'insécurité ou de discrimination. Les mesures pour s'assurer que la population est en bonne santé, forte et éduquée et formée correctement devraient être placées en priorité; là où l'accent est mis sur la discrimination, la législation et d'autres mécanismes devraient bénéficier d'une attention particulière; concernant l'insécurité, la création d'emplois et la sécurité de l'emploi devraient être au cœur de la politique. Certaines politiques (telles que la protection

sociale) pourraient appuyer toutes les approches en même temps.

Donc, l'insécurité caractérise la pauvreté persistante les pauvres (et les autres) réagissent rationnellement aux situations de risque avec des stratégies (ou des comportements) qui peuvent freiner ou pas leurs occasions de réaliser des progrès. La vulnérabilité à toutes formes de risques, mais plus particulièrement aux situations de stress de la vie qui sont plus ou moins prévisibles – mariage, naissance, maladie, handicap, décès – sous-tend à la fois, la trajectoire de la mobilité descendante en général dans la pauvreté, mais aussi restreint les possibilités de trouver des stratégies et des voies de sortie de la pauvreté. Selon l'OIT, il y a plus de 500 millions de « travailleurs pauvres » – qui travaillent mais gagnent moins de 1\$US/jour – et ce nombre va croissant sans une plus forte croissance économique que celle que nous prévoyons actuellement, ou sans une proportion plus élevée que la moyenne de la part de la croissance économique allouée aux pauvres. On pourrait penser que le schéma de la croissance que nous voyons maintenant donne moins de sécurité que par le passé, étant donné que les économies plus ouvertes, avec une croissance potentiellement plus rapide, sont plus exposées aux chocs économiques qui ont des origines en dehors des frontières nationales. Cependant, les preuves justifiant cela suggèrent que les économies ouvertes peuvent souffrir le moins de l'envolée des prix que les économies fermées (Lutz et Singer 1994; Winters, McCulloch et Mc Kay 2004).

On a fort justement signalé (Prowse, 2003:32-3) que les conséquences de la vulnérabilité sont potentiellement importantes pour ce qui est de distinguer la pauvreté chronique de la pauvreté transitoire. En dehors de la vieille idée de l'aversion qu'on éprouve pour le risque, et du faible niveau de rendement des activités économiques qui en résulte, les conséquences peuvent aussi être incorporation d'aspects négatifs, et la résignation. Les personnes pauvres agissent rationnellement pour réduire leur vulnérabilité, mais pourraient ne pas pouvoir défier les circonstances sous-jacentes qui les produisent. Elles pourraient disposer de peu de choix pour adopter un comportement (ex. devenir client) qui peut être critiqué comme ayant « peur du risque » et forçant à l'accumulation, mais ce

comportement peut en fait fournir la base pour une amélioration subséquente du statut ou du bien-être. C' est une question empirique que de savoir comment cette situation se passe. Dans Wood (2003), on a identifié des compromis, alors que dans du Toit (2005), les sentiers de la mobilité ascendante chez les fermiers Sud-africains étaient précisément basés sur la relation clientéliste. Ce ne sont pas les pauvres qui choisissent de rester pauvres, mais c' est plutôt les relations économiques dans lesquelles ils sont pris qui contraignent leur organisation à s'éc happer de la pauvreté.

Dans le document thématique de Bamientos (2007:15) sur la vulnérabilité et les pièges de la pauvreté, il aboutit à la conclusion suivante:

Il y a un vaste faisceau de preuves suggérant que les cas de pauvreté augmentent à la mesure des stocks non assurés. Il y a bien moins d' accord sur la question de savoir si les stocks ont des effets durables et à long terme qui conduisent vers les trappes de la pauvreté.

La littérature empirique assez limitée suggère que les familles affectées peuvent se remettre d' un choc, mais que les familles affectées de grands chocs prennent beaucoup plus de temps à se remettre, ce qui suggère un lien entre la vulnérabilité et les pièges de la pauvreté. Le point obscur de la littérature « quantitative » est l' effet des répercussions de la vulnérabilité sur les stratégies des ménages qui mènent à la pauvreté persistante.

Une critique plus approfondie de la question concerne la mesure à laquelle ce sont les vulnérabilités multiples qui expliquent spécifiquement la pauvreté chronique. La plupart des travaux d'enq uête sur la vulnérabilité ont tendance à examiner les chocs isolés et les vulnérabilités (et sur un petit nombre de biens). On a besoin de modèles plus riches de pauvreté persistante qui donnent de l' espace à une gamme plus large de vulnérabilités et à leurs interactions pour fournir des explications potentielles. De tels modèles pourraient aussi donner une plus grande latitude aux organisations et aux facteurs non-économiques. Cela permettrait aussi des recommandations d' ordre politique sur les combinaisons et séquences de mesures contre la vulnérabilité, au contraire des interventions uniques, qui sont habituellement le point focal de la plupart des recherches. Ce modèle est esquissé dans Bamientos (2007).

Des conflits de différentes sortes représentent une forme énorme et primordiale d' insécurité pour plusieurs personnes pauvres, et l' une de celles-ci est difficile à aborder à travers les stratégies au niveau de l' individu ou de la famille. De sérieux conflits existent à plusieurs niveaux – violence domestique, dissidence au sein de la communauté, conflits ethniques ou religieux et guerre civile étant les plus fréquentes. Aborder les formes prévalentes et préjudiciables des conflits, est dans beaucoup de situations l' action publique la plus significative qui peut être entreprise.

Alors que les conflits sur de grandes échelles forcent l' engagement dans le monde politique, les petits conflits bien que « petits », peuvent avoir néanmoins de grandes ramifications en termes d' incapacités engendrées et de pertes soutenues et ont rarement le centre d' intérêt des discussions dans les politiques de développement. Les dommages collatéraux infligés aux réseaux sociaux et aux importantes relations, aux valeurs sociales, et au bien-être mental et émotionnel des gens peuvent être assez importants. L' utilisation de la violence pour exclure ou inclure négativement des personnes et pour redistribuer des biens, et les résultats en termes de pauvreté et de privations sont des processus qui peuvent être importants pour la compréhension des dynamiques de la pauvreté et de la pauvreté chronique.

Résilience

C' est une tâche majeure pour le CPRC que d' identifier les pré requis pour une mobilité ascendante qui ferait sortir de la pauvreté chronique. Sans doute, arriver à la détermination des moyens de subsistance – la possibilité de faire face aux chocs sans dommage durable aux moyens de subsistance – est une base critique pour interrompre et prévenir la pauvreté chronique. Dans ce document, nous avons déjà fait référence à la détermination socio psychologique des individus face à l' adversité ; ici c' est la détermination des systèmes de subsistance qui nous intéresse – au niveau des maisons, de la communauté, de la région et au niveau économique le plus large, ce qui se traduit par la capacité de se remettre des chocs.

Par exemple, la volonté de vivre lorsqu' une mauvaise santé découle du fait de ne pas avoir à sa disposition des biens liquides

et d' être privé de l' accès (souvent onéreux) à d' autr es ressources à travers les réseaux sociaux, mais aussi de façons de gérer la mauvaise santé, et d' accéder aux coûts et traitements. En d' autres termes, la détermination à vivre peut être affectée significativement par la mise à disposition de services (publics) de qualité. De la même manière, les systèmes de protection sociale peuvent apporter une assurance considérable que les dépenses de base (ex. sur l' éducation) continueront à être assumées, même en cas de chocs ou de stress. Cela va avoir un effet d' implication sur le comportement (garder les enfants à l' école pendant les périodes de crise), aussi bien qu' au niveau des organisations réalisées (décision d' emmener les enfants à l' école).

Politique et Pouvoir : l'exclusion sociale

Une première version de ce document avait ajouté une autre définition possible de la pauvreté chronique.

Les chroniquement pauvres sont ces personnes prises dans les pièges de l' inégalité sociale qui sont tellement injustes qu' il n' y a aucune possibilité, ou des possibilités limitées d' ascension sociale et de mobilité économique, de sorte qu' ils éprouvent de façon persistante de hauts niveaux de pauvreté. Ces pièges de l' inégalité peuvent se situer au niveau national ou international, mais dans certains cas se situent au niveau local, communautaire, et peuvent même se trouver dans les familles.

Cependant, dans le cadre conceptuel présent, les pièges de la pauvreté comme les relations socio-économiques et politiques renvoient à la fois, à l' explication de la pauvreté chronique et de ses effets, plutôt au niveau de la définition du problème. Cela permet d' éviter de confondre la pauvreté chronique avec, par exemple, la pauvreté structurelle, laissant ouverte la possibilité que la pauvreté chronique n' est pas nécessairement liée à la position sociale, mais dans certaines situations peut refléter une faible croissance économique et en conséquence, une politique de revenus et des dépenses publiques inadéquates, sans aucune barrière inhérente à la participation.

Il y a une compréhension claire de la centralité de la politique et du pouvoir par rapport à la pauvreté et au développement, tous deux en termes de la manière dont la politique nationale ou internationale peut influencer le large champ

du changement socio-économique historique, positivement et négativement, et plus spécifiquement en termes de politique de l' état développemental en formant créativement des processus de croissance d' économie de marché et de réduction de la pauvreté, contrairement à ceux des « rentiers », « extractifs » ou « kleptocratics » en conservant les structures qui perpétuent la pauvreté de la majorité. La politique régionale et locale détermine également la mesure dans laquelle des individus peuvent être emprisonnés dans des relations sociales pauvres. Dans ces structures politiques hautement malicieuses et procédures qui leur sont associées, se trouvent le pouvoir relativement contraint et l' entremise des individus, des ménages, de communautés et de groupes sociaux plus larges. L' analyse « des relations sociales politiquement bien établies (ménage, communauté, nationale et internationale) qui oeuvrent pour produire les effets qui constituent l' expérience de la pauvreté chronique fournit les moyens d' un potentiel pour approfondir la compréhension et le guidage de l' action » (Hickey et Bra dking, 2005:876).

Le CPRC s' est emparé partiellement de ces problèmes par une analyse de l' exclusion sociale à partir du courant dominant, un produit d' histoires particulières d' interactions entre l' Et at, les politiques et les dispositions institutionnelles, et les groupes sociaux et les lieux. L' exclusion sociale est un concept puissant dans les pays en développement, particulièrement dans les nombreuses situations où il existe des voies fortement déterminées vers des structures d' exclusion affectant de fortes minorités des minorités régulières (ex. les populations indigènes, les noirs Sud-africains). De tels groupes sont structurellement exclus, et s' engagent dans une lutte à long terme pour une inclusion équitable dans la vie politique, économique et sociale.

D' autr e groupes peuvent se sentir exclus en général – là où les systèmes politiques allouent de maigres ressources par une approche du « gagnant raffle tout », les groupes alliés avec les parties d' opposition réagissent contre ce qu' ils perçoivent comme une exclusion. Alors que ce dernier processus sous-tend la volatilité et la fragilité de beaucoup de systèmes politiques, l' exclusion structurelle est politiquement « plus profonde », car il faut un niveau beaucoup plus grand d' organisation politique pour emmener un parti politique au sommet de la politique nationale (ex. en Bolivie; Encadré 7).

ENCADRÉ 7 :

La politique d'inclusion de la Bolivie

Lazar et McNeish (2006) esquissent dans une section de leur édition spéciale du « The Bulletin of Latin America Research » (Le bulletin de Recherches sur l'Amérique latine) le déroulement de ce processus en Bolivie. Ils notent qu'il y a eu « une longue histoire de privation de la majorité d'une vraie influence en politique, en dépit de l'existence de procédures démocratiques formelles » (159). Plus loin, ils décrivent comment « la représentation déficiente s'est combinée avec les traditions de corruption de l'Etat, l'incompé-

tence et « la conclusion d'accords » entre les partis politiques pour produire un manque sévère de confiance des boliviens ordinaires envers la politique. Par conséquent, le processus politique est devenu un champ de discours féroces et radicalisés et de négociations forcées... » (158)... bien qu'il y ait encore « un dialogue avec l'état dans un cycle démocratique de protestation organisée – négociation – accord – cassation de quelques promesses de la part du gouvernement – encore protestation » (159). La cassation de ce cycle a

finalement conduit à des élections anticipées qui ont remis au pouvoir Evo Morales et le Movimiento Al Socialismo en Décembre 2005. En soubassement de cette histoire récente, il y a des notions d'indigénat qui sont devenues de plus en plus puissantes et attrayantes politiquement, avec un nombre croissant de personnes s'identifiant comme indigènes. L'idée est plus ou moins inclusive selon le mouvement politique.

Source: Lazar and McNeish (2006).

Au-delà du cadre de base:

Pièges de la Pauvreté et incorporation défavorable – Un point de rencontre interdisciplinaire?

En économie, il existe un nombre de plus en plus grandissant de textes sur les façons dont les pièges de la pauvreté de faible équilibre se combinent avec la vulnérabilité, la non protection contre les risques et le faible niveau des biens pour générer de faibles revenus. Les pièges de la pauvreté sont une façon de révéler et de comprendre ce qui fait que les pauvres restent pauvres.

Ces textes apportent un certain appui à une partie du cadre conceptuel proposé dans cette étude. En sociologie, il existe un plus petit nombre d'études sur l'incorporation défavorable – relations entre pauvres et non pauvres construites sur une combinaison d'exploitation et de protection. Ici, on défend l'idée que ces deux concepts représentent des perspectives disciplinaires différentes du même problème. Toutes les deux approches sont utiles – la science économique peut désigner le seuil décisif de biens nécessaires dans une situation donnée pour déclencher le progrès (quoique l'identification du seuil spécifique est pleine de difficultés). La sociologie peut indiquer comment les personnes assurent un minimum d'économie et de sécurité

personnelle à travers les relations sociales qui ont un coût en termes de possibilités d'entremise et d'accumulation.

Les pièges de la pauvreté font que les pauvres restent pauvres pendant une longue période parce qu'ils sont incapables de déplacer leurs économies d'un bas niveau « d'équilibre stable » à un autre plus élevé, parce qu'ils sont entravés par leurs dotations de biens, par ce qu'ils perçoivent comme un niveau économique et une sécurité, et le fonctionnement des institutions au niveau méso et macro et les politiques (Barrett et Swallow, 2006). Les familles chroniquement pauvres ont besoin d'un important « choc économique positif », ou d'un coup de pouce, pour les mener à un niveau « seuil » de leurs avoirs à partir duquel elles pourraient nettement entamer une mobilité ascendante au-dessus de la ligne de pauvreté. Elles auront aussi besoin d'un environnement où des filets de sécurité arrêteraient leurs chutes vers le bas niveau de stabilité d'où elles sont parties, et où les institutions fonctionnaient assez bien pour s'assurer que les augmentations de biens vont générer assez de revenus.

Cela implique d'avoir les moyens de définir et de mesurer la pauvreté chronique – si nous savons quels sont les biens essentiels et le niveau seuil de chacun des biens, nous pouvons prédire

quelles familles (et à des degrés plus élevés d'analyse, quelles communautés, régions et quels pays) vont rester dans une pauvreté persistante jusqu' à ce que les conditions changent. Le fait de spécifier le niveau seuil des avoirs dans différents contextes devient donc un défi majeur pour les chercheurs qui veulent identifier les chemins qui mènent hors de la pauvreté.

Comprendre le rôle des avoirs dans les dynamiques de la pauvreté est un important programme de recherche pour le CPRC pendant la période 2005-10. L' encadré 8 illustre ce type de travail.

Existent-il des seuils potentiellement généralisables? C' est invraisemblable, étant donné que les biens essentiels varient suivant le contexte. Cependant, dans des environnements comparables, il est possible que les niveaux

seuils des avoirs puissent être généralisés au-delà d' une région ou d' un Etat nation. Par exemple, dans la région agraire sahéenne, où les écologies sont continues et les marchés relativement intégrés au-delà des frontières nationales, il peut être possible de faire des généralisations sur le seuil de biens en bétail. Parmi d' autres situations où la généralisation pourrait être possible à un certain degré, on peut citer le sud de l' Afrique qui a une économie centrée sur l' Afrique du Sud, une histoire commune de travail et de marché des terres structurées par le colonialisme, et l' absence commune d' un vibrant secteur informel; et l' Asie du Sud, où une majorité de chroniquement pauvres sont des travailleurs temporaires et le plus souvent des émigrants ayant peu de biens et victimes de discrimination sur la base des castes ou des tribus.

ENCADRÉ 8 :

Identification des biens essentiels et du seuil des avoirs

Le travail publié par BASIS à l'Université de Wisconsin a identifié les biens fondamentaux suivants dans différents contextes. On ne peut pas dire que sans la réalisation de ces biens fondamentaux, il est impossible de faire des progrès, mais on peut dire que sans leur présence, le progrès est bien moins probable.

- Au nord du Kenya, là où la taille des fermes ou des troupeaux s'amenuisait, la réussite dans l'éducation était fortement corrélée avec le niveau et la stabilité des dépenses familiales, par la création d'accès à des emplois non agricoles. En dépit de cela, les prêts et transferts destinés à l'éducation étaient presque non-existants. (BASIS CRSP, 2003)

- Dans la région du Sud Wollo en Ethiopie, la possession de terre est très répandue, mais c'est la possession de bétails qui a un effet particulièrement positif sur la sécurité alimentaire et sur le bien-être. Les familles ayant moins de deux Unités de Bétail Tropical [Tropical Livestock Units] (TLU) étaient pauvres; celles qui avaient moins de quatre TLU étaient vulnérables à la pauvreté. Curieusement, les familles dirigées par des femmes se sont remises plus rapidement de

la sécheresse de la fin des années 1990 à 2000-2 en dépit de leurs niveaux de biens en moyenne plus faibles que ceux des ménages dirigés par des hommes, car ces derniers étaient engagés dans des activités professionnelles non-agricoles comme le petit commerce, le brassage, l'artisanat, et recevaient des rentes. (Little et al, 2004)

- Dans la région nord-est du Ghana, la taille des familles avait une grande importance – les grandes familles avaient beaucoup de main d'oeuvres masculines, et pouvaient se dispenser de travailler pour émigrer sans s'appauvrir. Les stratégies de grande rentabilité de certains bétails (par ex. culture de rente) étaient de plus en plus réservées au petit groupe de grandes familles qui disposent de ressources significatives en bétails, ou d'un salaire de travailleur du secteur formel. (Whitehead, 2004)

- Dans le Kwazulu-Natal en Afrique du Sud, Adato, Carter et May (2006) ont combiné l'analyse de deux séries de données de recherches (1993, 1998) qualitatives pour trouver que les familles ayant une base de biens qu'on espère produire moins de deux fois, la ligne de pauvreté va sombrer dans le piège du bas niveau de la pau-

vreté, alors qu'on peut prévoir que les familles au-dessus de ce seuil vont augmenter leurs biens et leur bien-être. En plus de ce piège de la pauvreté de faible dotation initiale de biens, Woolard et Klasen (2005) ont identifié des pièges dus à de grande taille de familles de départ, de bas niveau d'éducation initial et de faible accès à l'emploi au départ. Cependant, des analyses récentes de la troisième vague (2004) des données KIDS suggère que la seule faiblesse du niveau d'éducation initial continue à agir pour enfermer les familles dans la pauvreté (May et Woolard, à paraître). Pendant les années 1990, le capital social a eu à jouer plusieurs rôles: Il a aidé les pauvres à éviter la misère; mais n'a pas pu les aider à s'échapper de la pauvreté – parce que les pauvres n'étaient pas socialement connectés aux pas-pauvres, qui auraient pu être en mesure de les aider. Au contraire, pour les structurellement pas-pauvres, les réseaux sociaux ont été d'un grand secours pour l'accumulation plus soutenue de biens. Un important facteur contextuel en Afrique du Sud est le secteur informel faiblement développé qui fournit très peu d'opportunités substantielles pour le progrès matériel.

L'incorporation défavorable fait référence aux relations d'exploitation – où les relations permettent à un parti de faire des profits et d'accumuler des capitaux alors que l'autre parti gagne un salaire qui peut ou ne pas augmenter au fil du temps, selon la productivité du travail; plus largement à des ensembles de relations sociales, politiques ou économiques qui tirent les personnes vers le bas, y compris des relations de dépendance vis-à-vis de patrons (quelquefois sous la forme d'autorités locales) pour la sécurité (Wood, 2003), y compris à travers des ghettos d'habitations sociales de basse qualité.

L'Encadré 9 illustre cette combinaison pour les travailleurs émigrants dans le nord-ouest de l'Inde. Une proportion significative de travailleurs émigrants en Inde est enfermée dans la pauvreté, par des relations d'incorporation défavorables qui sous-tendent leurs bas salaires et leur perpétuelle vulnérabilité. Cependant, d'autres réussissent à émerger des relations clientélistes et à entrer dans des trajectoires d'accumulation – une base pour l'optimisme ambiant autour de la contribution de l'immigration à la réduction de la pauvreté (Deshingkar, 2006; McDowell et de Haan, 1997).

ENCADRÉ 9 :

Travailleurs immigrants Négativement Incorporés en Inde

Les travailleurs immigrants au nord-ouest de l'Inde sont confrontés aux dures conditions du marché du travail dans lequel le problème fondamental qu'ils doivent gérer est la rareté du travail. « ...Les immigrants recherchent obstinément la sécurité, pas en alliance avec les partis progressistes de l'Etat, les syndicats ou les ONG, mais à avec leurs patrons et exploités », les contractants-employeurs. ... « On trouve parmi leurs plus intimes exploités les mukkadams – meneurs de groupes, contremaîtres ou courtiers de travail » (3032). Les migrants sont réticents à engager une quelconque action judiciaire contre eux, et de se plaindre ou de s'organiser.

Ceci, en dépit de l'infrastructure institutionnelle considérable consacrée à l'amélioration des conditions des travailleurs immigrants, avec la législation, les syndicats et les programmes des ONG qui interviennent dans ce secteur. En soubassement, est le fait que les travailleurs immigrants ne sont pas devenus un corps électoral pour les ...départements du travail, les syndicats, les autorités municipales ou les partis politiques – Ils n'ont pas le droit de vote, ne contribuent pas en revenus, et ne paient pas des cotisations; ils ne sont pas des consommateurs ou des clients, et leurs intérêts n'ont pas réussi à être des armes dans la bataille des professionnels de l'arène politique [Bourdieu 1991:188 cité dans Gledhill 1994:139]. Faire des

conditions des travailleurs immigrants une question morale et politique est la base sur laquelle les immigrants pourraient exercer une influence en inscrivant des intérêts égaux, à travers des coalitions pro-pauvres, et à partir de compétitions entre groupes d'élites [Moore et Putzel 2000]. Aujourd'hui, c'est là une perspective éloignée. (3031) si les forts taux de croissance économique sont maintenus en Inde, et si la demande en main-d'œuvre devient plus soutenue, il se pourrait qu'il devienne progressivement plus facile pour les travailleurs immigrants de relever le défi de ces « termes d'exploitation ».

Source: Mosse, Gupta and Shah, 2005.

L'étude contributive sur l'incorporation défavorable et l'exclusion sociale par Hickey et du Toit (2007) défend l'idée que l'exclusion sociale et l'incorporation d'éléments négatifs étaient à l'origine développés en tant que concepts distincts, le premier, une idée résiduelle et distributionnaliste, le dernier, en tant que concept relationnel.

Cependant, durant la dernière décennie, des auteurs sur l'exclusion sociale dans le sud ont de plus en plus examiné l'expérience de la domination des éléments extérieurs – la base

relationnelle et les retombées de l'exclusion. Tout en reconnaissant qu'en pratique, ils opèrent souvent simultanément et cherchent à mettre l'accent sur plusieurs des mêmes problèmes du pouvoir « et les façons dont des groupes particuliers ou des individus se joignent à de plus grands ensembles sociaux », ce présent document, comme celui de Hickey et du Toit, voit qu'il est important de maintenir un degré de distinction entre les deux ensembles du processus, tout en menant des investigations sur leur interaction en pratique.

Alors que l'incorporation défavorable attire notre attention sur les aspects négatifs de l'inclusion précédemment négligés, il est aussi sans doute crucial d'examiner les formes et effets potentiellement positifs. L'appartenance à un groupe peut souvent dire avoir accès aux biens matériels, services ou à des opportunités dont ils ont été privés dans le passé. Plus encore, ce qui a été le travail de tous les jours pour les sociologues et les anthropologues pendant des dizaines d'années devient maintenant de plus en plus une cause entendue chez certains économistes aussi – La théorie de Durlauf sur « l'appartenance à la pauvreté » (1999; 2006), par exemple, défend l'idée que les groupes socioéconomiques ont des effets mesurables sur les acquis individuels¹⁹, par l'entremise de mécanismes tels que celui des références et des groupes de pairs. Par exemple, si les références ne gagnent pas de hauts salaires, les aspirations des jeunes gens pourraient être limitées. Les attentes des pairs pourraient renforcer le langage ou le comportement qui pourrait être perçus comme déviant, dysfonctionnel ou improductif par les acteurs qui ont le pouvoir (ex. les employeurs). Et inversement, les pressions des modèles positifs et des groupes de pairs peuvent expliquer la mobilité ascendante. Ce qui manque dans les analyses économiques telles que celles de Durlauf, est la notion d'une structure sociale dynamique, bien qu'on puisse la sentir comme impliquée dans la notion que les perceptions des acteurs qui détiennent le pouvoir dans le courant économique dominant ont un rôle à jouer dans la détermination des acquis individuels.

L'appartenance à un groupe est aussi la base pour une action collective, qui peut être une partie essentielle du changement du contexte institutionnel en faveur des couches défavorisées (voir ci-dessous). Au même moment, il y a la reconnaissance que les voies de sortie de la pauvreté chronique basées sur le groupe peuvent être bloquées étant donné que de plus en plus, les groupes sont confrontés à une série de défis dans les communautés qui s'universalisent rapidement et qui entrent dans la catégorie de communautés dominées par le marché (voir par exemple Heyer, Stewart et Thorp, 2002).

Une absence de la représentation de la politique transformationnelle (« espace » politique), qui pourrait apporter une base sécuritaire pour tous, veut dire que les personnes chroniquement pauvres ont souvent peu d'options sinon que de retomber sur les relations les plus immédiates pour leur apporter la sécurité. Paradoxalement, la politique transformationnelle, comme c'est le cas en Afrique du Sud, peut aussi contribuer à l'incorporation défavorable économique – comme la relation paternaliste dans le travail se traduit en arrangements informels sur les salaires, en réponse aux conditions générales d'une économie en mutation et d'une législation du travail apparemment progressiste (du Toit, 2004).

Ici, l'idée sous-jacente est que la pauvreté chronique peut être institutionnalisée avec des normes, des relations sociales et des processus, et que les politiques « représentationnelles » ne sont probablement pas en mesure de relever ce défi pour différentes raisons. D'abord, parmi les organisations de la société civile, seules les organisations basées sur les plaintes ou le plaidoyer sont potentiellement des représentations effectives. Ensuite, peu de partis politiques sont capables de se focaliser sur les intérêts des plus pauvres avec le temps – distraits par une « politique de juste milieu »; et troisièmement, les élites nationales locales peuvent être antithétiques par rapport aux aspects de changements requis pour interrompre la pauvreté chronique (Hickey et Bracking, 2005:857-9). Les politiques représentationnelles pourraient être plus à même de se focaliser sur les aspects transversaux de la pauvreté chronique (particulièrement sur les aspects intergénérationnels), centrés sur l'éducation, le droit des femmes démunies, ou l'emploi des jeunes par exemple.

La combinaison des analyses en termes de pièges de la pauvreté et des relations sociales, économiques et politiques, pense-t-on, va rehausser les explications de la pauvreté persistante et des dynamiques de la pauvreté que l'on observe. Reconnaître l'importance des relations sociales et de la structure sociale qui sont en pleine mutation est nécessairement à la base de la bonne compréhension de la mobilité socio-économique.

5. LE CONTEXTE EST IMPORTANT ET EN MUTATION

Trois aspects du contexte général en mutation constituent des ingrédients vitaux de notre cadre conceptuel :

- Les institutions changeantes de l'Etat, du marché et de la société civile;
- Les mutations démographiques;
- L'évolution de l'inégalité.

Les normes, valeurs et comportements acquis (à la fois au niveau individuel et social) autour de chacun de ces contextes changeants sont essentiels dans la façon dont ils se traduisent en tendances plus ou moins importantes de réduction de la pauvreté. Une représentation sous forme de diagramme est présentée par les Figures 5a (expliquer la pauvreté chronique) et 5b (expliquer les sorties de la pauvreté chronique). La plus grande partie du matériel de contexte est évidente – manifestement, les institutions et valeurs, et le changement dans ces domaines sont importants pour expliquer virtuellement tous les changements sociaux. Cela est accepté largement à travers toutes les disciplines, même si les institutions ont été conçues de différentes façons (Scott, 1995).

Les processus conduisant à un changement institutionnel significatif avec le potentiel d'altérer les termes de l'exclusion, la nature de l'appartenance à un groupe, et les termes d'incorporation, sont encore mal connus. D'autre part, il y a un grand champ de l'histoire (par exemple, les comparaisons entre différentes économies coloniales et leurs très différentes conséquences à long terme (Acemoglu, Johnson et Robinson, 2002)), et le champ moins large de l'histoire des localités (par exemple, les comparaisons entre ces localités dans l'Inde coloniale où on accordait aux zamindari (propriétaires terriens) le pouvoir de prélever des taxes sur les quatrièmes non-zamindari, qui généralement se portent mieux dans l'Inde d'après indépendance (Banerjee et Iyer, 2002)). D'autre part, il y a des processus de mutation sociales et politiques qui conduisent à des réformes et même à des révolutions, qui toutes les deux donnent naissance à des « nouvelles règles du jeu ».

Les mouvements sociaux et l'action collective sont essentiels pour un changement social. Les mouvements s'adressent rarement directement à la pauvreté chronique ou à ses causes immédiates (ex. absence de biens, insécurité), quoiqu'ils défient les systèmes politiques et les institutions sur lesquels sont basés la distribution des biens²⁰. Les organisations de la société civile ou les ONG peuvent avoir plus de tradition de

traiter les problèmes immédiats (Bebbington, 2006). Cependant, alors que le changement institutionnel est souvent un élément important du démantèlement des pièges de la société ou du changement de types de relations socio-économiques, rendre compte des mutations institutionnelles n'est pas une chose aisée. Les mouvements jouent certainement un rôle, mais l'action collective peut être sporadique. Une théorie développée par Bowles (2006) construite sur la théorie évolutionnaire et une théorie de l'action collective a proposé que « les niveaux modérés d'inégalité peuvent être insuffisants pour justifier une action collective par n'importe quel groupe de pauvres, alors que les conventions caractérisées par des niveaux extrêmes d'inégalité peuvent être mues seulement par des actions collectives appuyées par de grandes factions de pauvres ». Cela suggère que l'incorporation défavorable en elle-même ne va pas nécessairement engendrer des mouvements sociaux progressifs. Cependant, l'histoire des changements institutionnels, enregistre une large gamme de facteurs qui peuvent influencer l'avènement d'un « point de rupture d'équilibre » qui impliquera des nouvelles dispositions institutionnelles, et différentes positions théoriques sur comment et pourquoi les changements institutionnels interviennent. Certaines de ces théories sont reprises dans les Figures 5a et 5b.

Un important facteur contextuel plus profond est la distribution du changement démographique – la mesure dans laquelle les familles des non-pauvres vulnérables, des pauvres et des chroniquement pauvres changent de taille et particulièrement de structure, avec un taux plus élevé de dépendance qu'on trouve souvent pour la corrélérer avec la pauvreté chronique. Cependant, le rôle des familles et de la démographie qui change n'est pas toujours évident. Cependant, la classique transition démographique consiste à concevoir les enfants principalement comme un moyen essentiel de sa prospérité et de sa sécurité sociale personnelles, particulièrement à un âge avancé, jusqu'à considérer qu'il y a une obligation d'investir dans leur capital humain pour qu'ils survivent et prospèrent dans le futur, est une transition avec de formidables implications d'accumulation, d'héritage, d'utilisation des biens de la famille, de gestion des risques et d'assurer la sécurité et est généralement positive pour la réduction de la pauvreté. Les changements de valeurs qui sont à la base de la transition démographique peuvent donc influencer (indirectement) les processus d'incorporation économique et sociale (Encadré 10).

Figure 5a : Le cadre conceptuel en contexte

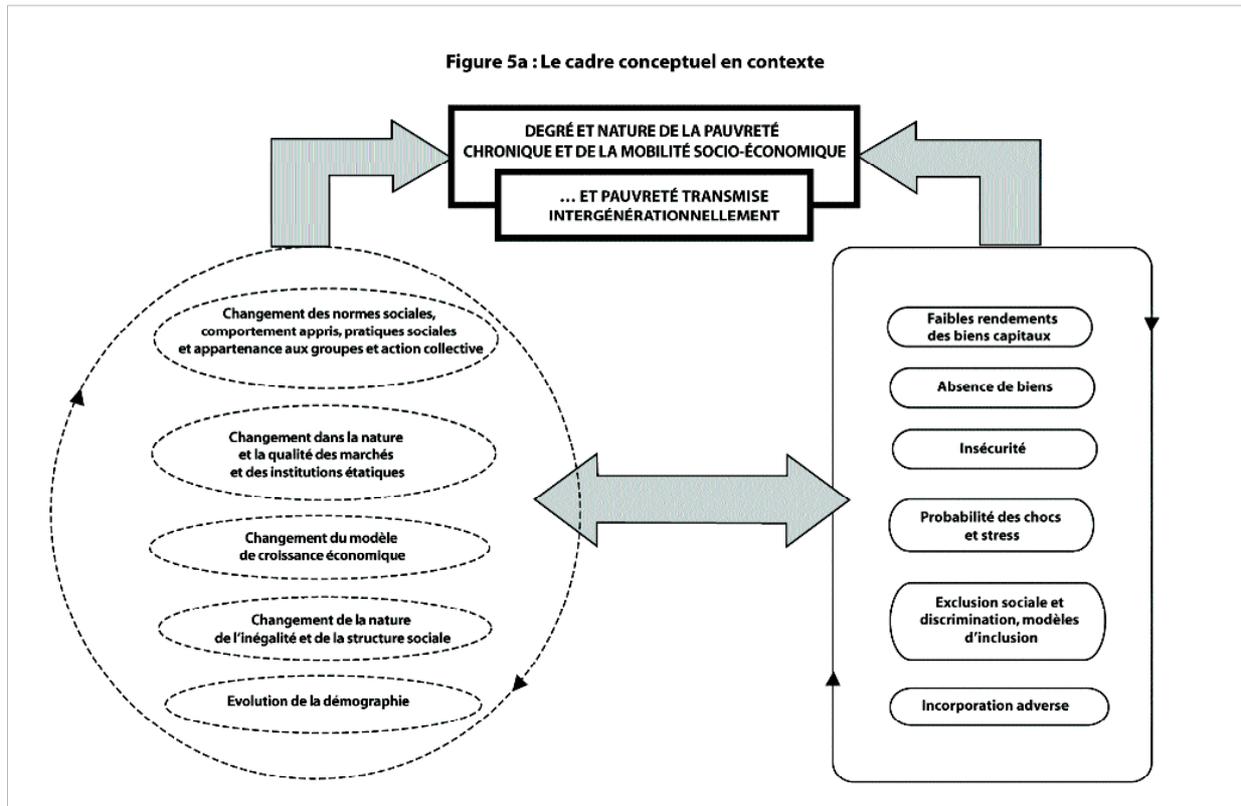
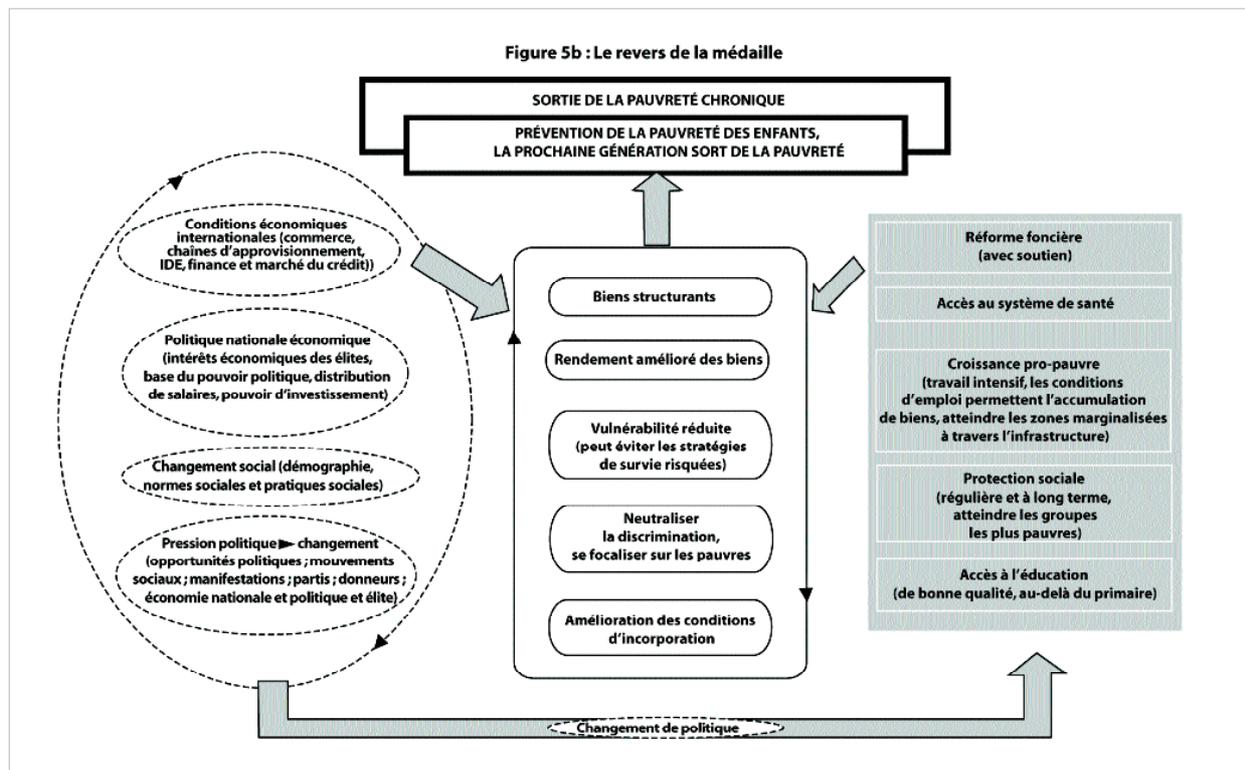


Figure 5b : Le revers de la médaille



ENCADRÉ 10 :

Déclin de la Fertilité au Bangladesh

En analysant les études réalisées sur deux communautés au Bangladesh sur la période 1994-2001, Kabeer note que: Il y a eu des preuves d'un déclin de la fertilité même dans la période relativement courte couverte par l'étude. Le désir d'avoir moins d'enfants qui conduit à ce déclin est le reflet d'une variété de facteurs, comprenant le coût

prévu pour l'éducation des enfants (Kabeer, 2001a), alors que la capacité d'agir sur ce désir était accélérée par un programme hautement effectif de planning familial qui utilisait des femmes travaillant dans le secteur du planning familial pour distribuer, de porte à porte, des contraceptifs à des femmes qui étaient confinées dans les maisons par

les normes purdah (Simmons et al., 1988). En même temps, il est évident qu'à partir de notre étude le déclin de la fertilité n'est pas intervenu de façon uniforme sur tous les groupes sociaux et les forts taux de dépendance continuent de jouer un rôle en entravant la capacité des ménages pauvres à s'échapper de la pauvreté. *Source: Kabeer, 2004:42.*

Il est essentiel de connaître le niveau et la direction du changement dans l'inégalité pour comprendre non seulement les schémas de la croissance économique, mais aussi le caractère de la mobilité économique – c'est une idée plausible de dire que plus le niveau d'inégalité est grand, plus il sera difficile pour les pauvres d'émerger durablement de la pauvreté, étant donné que l'accès aux marchés dont on a besoin pour renforcer cette émergence est difficile. Dans une société en développement hautement inégale, les marchés du travail seront informatisés et offriront peu de protection à un grand nombre de travailleurs. Les familles pauvres seront exclues des marchés financiers, et connaîtront des conditions négatives pour accéder aux crédits de consommation.

Les sociétés fortement inégalitaires non seulement créent des ghettos pour loger les riches et les pauvres, mais elles peuvent aussi placer le ghetto des pauvres loin des sources d'emplois, ou des services essentiels comme l'eau potable. L'inclusion des pauvres producteurs dans les chaînes de supermarchés lucratifs est difficile dans des cas où le marché de biens de consommation devient concentré dans le but de servir le nombre croissant de personnes de la haute et de la moyenne classe – souvent la raison structurelle de l'augmentation de l'inégalité – par la création de supermarchés.

Dans tous les cas, il est théoriquement possible par la créativité institutionnelle d'inclure les pauvres dans les opérations de ces marchés, mais en pratique le contexte pourrait ne pas être favorable ou pourrait nécessiter une considérable motivation ou « restructuration ».

L'inégalité socio-économique est potentiellement fortement liée à l'idée de la structure sociale, construite autour de la relation entre groupes (de personnes du même pays, de la même classe, de la même génération, du même genre, d'une même ethnie). Elle peut être mathématiquement analysée, au niveau des familles atomisées

(le coefficient de Gini). Mais, plus intéressant encore, elle peut révéler des relations en mutation entre des groupes ou des régions à l'intérieur d'un même pays (ou entre des pays). Ceci est important dans le contexte de l'analyse de la mobilité socio-économique, étant donné que la mobilité se déroule à l'intérieur d'une structure en mutation. Dresser la cartographie de ce changement est un important aspect de la compréhension de la mobilité ascendante ou descendante soutenue, ou leur absence.

Bevan (2004:28-29) fort justement relève qu'il y a « peu de recherches sérieuses portant sur le développement et focalisées sur la pauvreté aux niveaux méso, macro et global où on parle si abondamment « d'absences »: échecs de marchés, échecs de gouvernance, échecs du service public, besoin de bâtir le « capital social », et encourager la « société civile »...souvent avec la supposition non déclarée que ces 'absences' dénotent des espaces vides qu'il faut remplir plutôt que des activités économiques, sociales, politiques et culturelles en cours, des relations, des structures et des processus d'une différente nature que celles qu'on suppose être désirables ».

Elle produit un langage spécifique pour parler du contexte – the « lifeworld » (l'environnement immédiat où se déroule la vie des pauvres gens), the « big structure » (les économies politiques nationales) et l'économie politique globale et la structure culturelle. Ces idées décrivent les niveaux d'action et les relations qui sont vitaux pour notre projet. Le défi pour le CPRC consistera à relier les niveaux de recherches micros, individuels et sur la famille à ces plus grands processus et structures. En termes disciplinaires ceci se fera en utilisant les outils de l'économie, de la sociologie et de la science politique, et impliquera la recherche de points de rencontre et les avantages à mener des perspectives analytiques multiples sur le même phénomène ou sur différentes perceptions d'une même réalité.

6. STAGNATION ÉCONOMIQUE, PAYS CHRONIQUEMENT DÉFAVORISÉS ET « ETATS FRAGILES »

Tous les grands pays partenaires du CPRC pendant ses deux premières phases (2000-5) connaissaient la croissance économique et étaient des démocraties raisonnablement stables, ou étaient en train d'accomplir des progrès vers une démocratie multipartisane²¹. Par contraste, une proportion significative des chroniquement pauvres du monde habitent dans des pays ayant des économies stagnante ou à faible croissance, dont les politiques tendent vers la crise – « Etats fragiles » dans le jargon courant²²; pays qui se chevauchent substantiellement (quoique pas complètement) avec les pays « chroniquement défavorisés » dans l'analyse du premier rapport sur la Pauvreté Chronique (CPRC, 2004).

Pendant la Phase III (2005-10) une attention significative sera portée sur de tels pays, en particulier le Kenya, le Niger, la Zambie, Madagascar et Papouasie Nouvelle Guinée. En Inde on portera une attention particulière sur les « Etats les plus faibles » que sont Bihar et Orissa. Dans le sud de l'Afrique il y a eu une discussion sur l'extension de la couverture du CPRC pour inclure les Etats du sud africain qui sont chroniquement défavorisés et qui connaissent des crises. Récemment il y a eu une tentative d'identification de trajectoires de développement de pays sur une période de quarante ans (Anderson 2007), avec en perspective l'exploration des conséquences des trajectoires de développement économique et

ENCADRÉ 11 :

Incorporation défavorable des économies nationales, des risques et de la vulnérabilité

L'idée de l'incorporation négative au niveau national et international se rapporte à la question de savoir si oui ou non la mondialisation réduit la pauvreté. Plusieurs des études réalisées par la Banque Mondiale (y compris les WDRs de la fin des années 1990) et d'autres institutions tirent une connexion positive entre « mondialisation » et réduction de la pauvreté en mesurant la mondialisation comme l'augmentation du commerce d'un pays. Alors que le commerce est un (important) élément de la mondialisation, les deux pays qui affectent fortement la corrélation entre augmentation du commerce et réduction de la pauvreté sont la Chine et l'Inde (ainsi que d'autres pays d'Asie). Leur modèle de « mondialisation » a été très différent de celui prôné par le IFI dans le passé – plus particulièrement relativement proche (ou contrôlé par) les comptes de capitaux et le classement de la libération des taux d'échange et du secteur financier plus lentement que celui qui est pratiqué dans d'autres régions du monde (ex. Amérique latine et une partie de l'Afrique). (Maintenant les IFI se sont écartés de ce modèle, particulièrement en ce qui concerne la libéralisation des comptes capitaux.)

Bien qu'il y ait toute une série de politiques au niveau des pays qui ont un impact sur la capacité du pays à tirer profit de la mondialisation, certains processus économiques ont aussi des effets sur ces résultats. Un récent ouvrage de Kaplinsky (2005), par exemple, défend l'idée que le modèle « diversifie et industrialise-toi pour te développer » est mis au défi par les énormes avantages comparatifs que la Chine (et dans une moindre mesure l'Inde et d'autres pays asiatiques comme le Vietnam) ont acquis en produisant des biens manufacturés. C'est l'autre facette de « l'incorporation défavorable » : il est difficile pour les pays pauvres non industrialisés de concurrencer dans les marchés

mondiaux quand leurs productions se situent dans une ou plusieurs de ces catégories:

(i) Produits manufacturés de base qui ne sont pas compétitifs au niveau du prix (et peut-être de la qualité) vis-à-vis de la Chine et d'autres pays à revenus moyens.

(ii) Les produits agricoles primaires qui ont souffert historiquement de la dégradation des termes de l'échange, de l'instabilité des prix, de la compétition avec des producteurs agricoles très efficaces (Brésil, Thaïlande, Etats-Unis, Canada, Australie, etc.) et de plus en plus de difficultés au plan sanitaire et de réglementation au plan phytosanitaire qui ont rendu l'exportation de ces produits plus difficile. Cependant, récemment, certains produits agricoles primaires ont commencé à suivre la tendance des produits minéraux, et il est nécessaire de réévaluer les résultats.

(iii) Les services qui sont confrontés à des obstacles à cause des limitations de l'émigration ou, selon les termes de l'OIT, « Mode 4 »: le mouvement naturel des personnes. Les pays chroniquement défavorisés, en réalité tous les pays, peuvent réagir de différentes façons face à ces défis, par l'investissement dans les infrastructures et les compétences, le changement des politiques commerciales, en insistant particulièrement sur les secteurs économiques, en améliorant la gouvernance économique, ainsi de suite. Lorsque ces dynamiques sont en marche, certains pays pauvres sont particulièrement exposés à des vulnérabilités sur le plan financier et sur d'autres plans – ex. les dettes (exprimées en US\$) deviennent plus chères et leurs exportations rapportent peu de devises. Le problème du poids de la dette est certainement en relation avec la question de savoir pourquoi certains pays restent pauvres.

Source: Addison and Shepherd, à paraître; Lauren Phillips (ODI Research Fellow), communication personnelle

humain pour la fragilité des Etats.

Au cours de la Phase III, du travail sera fait pour explorer la mesure dans laquelle le cadre analytique ci-dessus peut être appliqué à des pays, à des sous régions ou même à des continents, en commençant le travail préparatoire pour le deuxième rapport de la Pauvreté Chronique. Dans quelle mesure les facteurs qui expliquent la pauvreté chronique au niveau individuel, de la famille et de la communauté sont-ils aussi capables de rendre compte du dénuement chronique des pays? En principe, on s'attendrait à ce que la réponse soit « seulement dans une certaine mesure », étant donné que le cadre n'a pas été conçu pour ces cas. Cependant, on peut penser qu'en élargissant davantage le débat sur les réponses politiques dans les Etats fragiles pour englober de tels facteurs au niveau des familles et au niveau régional et national et ce faisant élargir la gamme de réponses politiques possibles à tous ces niveaux aussi bien qu'au niveau international, on aboutirait à un exercice fort utile. L'encadré 11 illustre, en suggérant que l'insécurité économique et financière et la très répandue incorporation défavorable dans l'économie en particulier, pourraient rendre compte d'une part substantielle des cas de privation chronique des biens de faible valeur marchande selon les pays. En ce qui concerne les biens de grande valeur marchande (ex. le pétrole, les diamants, le cuivre etc.) selon les régions, la question se situe au niveau des relations entre les politiques, le contrat social et les dépenses publiques. Dans tous les deux cas, l'insécurité des biens peut aussi être un problème sérieux.

Ces caractéristiques de l'économie internationale conditionnent le fonctionnement des grands marchés nationaux et locaux (le travail, les biens, la finance, et l'habitat) qui déterminent la mesure dans laquelle les pauvres ont des chances de sortir de la pauvreté. La qualité de l'Etat et des autres institutions, et des organisations internationales pertinentes qui sont en partenariat avec ces institutions, influence aussi l'opérationnalité de ces marchés, aussi bien que la réalisation des importantes améliorations dans les domaines du développement humain et de la sécurité sociale. Ce sont là d'importants aspects du contexte pour le travail sur les dynamiques de la pauvreté.

D'autre part, la privation chronique largement répandue et l'absence de structures

adéquates pour une mobilité ascendante dans le domaine socio-économique (en dépit de la croissance économique, ou à cause du bas niveau ou des schémas de restriction de la croissance économique, ou de la très grande inégalité) peuvent aussi rendre compte d'une part, de l'échec de l'exigence de qualité des institutions pour qu'elles se développent – des échecs pour développer la société civile, des classes moyennes urbaines éduquées, des mécanismes de responsabilité sociale, et des occasions de diversifier les assiettes fiscales. Normalement, la fragilité des Etats est due à un ensemble de facteurs explicatifs plutôt différents, qui ont trait à la gouvernance, aux politiques et à l'histoire de la formation, de l'Etat. L'encadré 12 le montre bien.

Une question de recherche modifiée est en conséquence de savoir si les cadres explicatifs combinés, ci-dessus présentés (ex. CPRC et CSRC) sont capables de donner naissance à une meilleure compréhension et à d'utiles implications politiques aux acteurs domestiques ou à la communauté internationale. Si c'est le cas que la privation chronique largement répandue se trouve au cœur de la « problématique » des Etats fragiles, cela pourrait avoir des conséquences significatives pour les approches du problème. Les présentes approches mettent l'accent sur la capacitation de l'Etat – pour qu'ils deviennent plus « souverains », plus efficaces, autoritaires et même légitimes, par le développement de systèmes politiques. Seulement, ces approches pourraient avoir peu de prise directe ou immédiate sur la privation chronique d'un grand nombre de personnes, ce qui aura pour effet de perpétuer les relations sociales et politiques et les structures qui sous-tendent la fragilité des états. L'exclusion de cette population de la participation du courant économique dominant et des institutions politiques apparaît rarement dans l'analyse; d'autre part les incorporations défavorables, pourraient être l'envers du clientélisme qui structure les politiques dans les Etats néo-patrimoniaux). Ces questions pourront être abordées par la combinaison d'actions soutenues aux plans du développement et humanitaire supranational, sectoriel, sous national et de la société civile, aussi bien que par des actions politiques au niveau national – et international et sur le plus long terme des actions de construction d'un Etat qui sont le plus souvent le point focal des programmes des « Etats fragiles ».

ENCADRÉ 12 :

Cadre pour analyser les « Etats de crise »

Le *LSE Crisis States Research Centre (CSRC)* a récemment produit un cadre analytique pour comprendre l'effondrement et la fragilité d'un Etat, à l'aide des dimensions fondamentales qui sont les suivantes:

1) Les fondements économiques des Etats, en particulier la distinction majeure entre économies informelles et économies formelles, les relations entre marchés domestiques et marchés internationaux, et les activités légales/illégales; et l'histoire de l'évolu-

tion de ces fondements économiques. 2) La qualité et la nature des organisations et des institutions d'Etat, focalisées sur la sécurité, les systèmes administratif, légal et politique; et leur relation avec des sources alternatives du pouvoir dans la société.

3) L'économie politique d'un Etat en faillite et en crise, focalisé sur la multiplicité des institutions (coexistence de différentes règles du jeu); la capacité et le pouvoir d'un Etat; procédures légales ou illégales qui influencent ou la recherche d'une location, comprenant le réseau patron-

client et la violence politique; Analyse coalitionnaire, faisant des recherches sur l'association d'acteurs de groupes; la divisibilité /l'indivisibilité (« tout ou rien » contre « plus ou moins ») de conflits sur les droits; et les frontières qui sont tracées autour (d'étroites ou de larges) identités.

4) La performance de l'Etat en terme de résultats dans la garantie de la sécurité, de la croissance et du bien-être, en même temps que l'impact des organisations internationales sur la sécurisation de ces résultats.

Source: Putzel, 2006.

Par exemple, la combinaison des inégalités spatiales et socio-économiques conduit à la pauvreté persistante dans des régions particulières, ce qui, dans une situation où un gouvernement national ou une élite s' est montré incapable ou réticent à aborder cette question, pourrait être interpellé à travers la combinaison soutenue et cohérente de telles actions²³. Ceci est un exemple de la frontière identitaire étroitement définie de conflits potentiellement indivisibles mentionnés dans le cadre du CSRC.

Il y a aussi les régions « en retard » avec des populations exclues ou défavorablement incorporées dans des Etats qui ne sont pas considérés comme « fragiles » qui, sans des mesures politiques compensatoires, ont la possibilité de nuire le

progrès dans le pays dans l' ensemble.

Alors que les Etats fragiles et les économies en stagnation en tant que tels ne constitueront pas des points centraux de recherche pour le CPRC, le problème de la pauvreté chronique dans ces Etats, et sa centralité potentielle par rapport à la fragilité de l' Etat justifie en partie qu' il faille continuer d' examiner la nature et les raisons de la pauvreté chronique. Et la pauvreté chronique peut contribuer en partie, à expliquer la fragilité d' Etat.

Les Etats qui ne sont pas fragiles en ce moment, peuvent trouver leur stabilité relative, et même leur potentielle trajectoire de croissance économique positive sapée s' ils ne peuvent s' occuper du problème de la pauvreté chronique.

7. CONCLUSION : VERS DES RÉCITS POLITIQUES

Comment le cadre conceptuel présenté ici change-t-il notre façon de concevoir la pauvreté chronique? D'abord, il met l'accent sur la nature à long terme et la nature intergénérationnelle de certaines formes de pauvreté, et défend l'idée que dans la plupart des situations, la grande majorité des cas de pauvreté absolue sont persistants à long terme, et que ce fait mérite qu'on lui accorde une attention dans toutes les analyses globales de la pauvreté absolue. Ce cadre identifie aussi un certain nombre de facteurs explicatifs et de procédures qui peuvent rendre compte de la pauvreté chronique, et aussi des mouvements dans et hors de pauvreté (à long terme). Alors que la pauvreté par absence de revenus est central, le cadre peut s'appliquer à l'étude d'autres formes et mesures de privation.

Le cadre demande aux chercheurs d'accorder une attention à plusieurs facteurs et processus possibles pour expliquer ce qu'ils observent, ou ce que leurs répondants rapportent. Ces éléments comprennent ce que nous appelons ici le plus grand contexte – mutations démographiques; croissance économique et inégalité; la nature changeante des marchés et autres institutions majeures; valeurs, comportement et pratiques sociales. Mais la recherche a aussi mis l'accent sur les processus dynamiques qui sous-tendent la vulnérabilité et la détermination à vivre, la perte des biens et l'accumulation, et les relations socio-économiques et politiques qui déterminent comment les personnes sont économiquement incorporées et/ou socialement exclues. Les pièges de la pauvreté – et comment différencier les pièges structurelles des changements stochastiques de position – sont essentiels dans cette approche, comme le sont les relations sociales, y compris celles de l'exclusion sociale, de la discrimination et l'incorporation d'éléments négatifs – la combinaison des relations d'exploitation et de protection dans lesquelles se trouvent généralement les pauvres. La recherche a pour objectif de valider, de modifier ou d'abandonner ces concepts. Le menu de concepts inter-reliés donne l'occasion de construire des explications valables dans un contexte donné.

Mais on peut aussi remettre cette image sur la tête. Le plus grand défi pour les chercheurs est de faciliter une compréhension de comment

des sorties durables de la pauvreté peuvent être promues ou appuyées; comment les entrées dans le cycle de la pauvreté peuvent-elles être minimisées; et comment les décideurs politiques sur le plan national et international et les dirigeants de la société civile peuvent-ils aborder les facteurs qui maintiennent les gens dans la pauvreté sur le long terme, et qui conduisent dans certains cas à la reproduction intergénérationnelle de la pauvreté. Des processus positifs majeurs incluent une amélioration de la détermination à vivre et de l'individu, ce qui peut être réalisé par:

- la redistribution, la protection sociale, et la cassure du lien entre l'exploitation et la protection de manière durable (pas une mince affaire!);
- la réforme des institutions et de plus grands changements sociaux ce qui va permettre la participation dans la croissance économique; et
- l'accès aux services publics de qualité requis.

Ces pré requis peuvent être déclenchés par des mouvements sociaux.

Au niveau international, poser le problème des « pays chroniquement défavorisés » d'une façon plus large que le fait le présent discours sur les « Etats fragiles », peut contribuer au développement de processus positifs de changement social, politique et économique qui sont encore fortement bloqués actuellement.

Une fois que ces leviers pour un changement progressif seront identifiés, le CPRC s'engage pour une analyse politique détaillée pour dégager les meilleures options politiques dans différents contextes, et pour s'engager avec des processus politiques pour faire avancer d'avantage les connaissances et les pratiques. Les contextes nationaux sont nettement très variés et le Centre éprouve une méfiance à l'égard des solutions universelles. Cependant, dans le but de rehausser sa pertinence, au niveau international, il tentera de catégoriser les contextes en un nombre gérable de types idéaux. Alors que la plupart des analyses politiques et des engagements doivent se faire au niveau national, ces types idéaux permettront un plus large degré de pertinence d'analyse politique à réaliser au niveau international. C'est là un défi particulier pour le second rapport sur la Pauvreté Chronique, à paraître en 2008.

LES NOTES

1 Le cadre peut être révisé davantage à la lumière des documents présentés lors de l'atelier CPRC sur les Concepts et méthodes d'analyse des dynamiques de la Pauvreté et la Pauvreté chronique, du 23 au 25 Octobre 2006, Université de Manchester, UK. Les présentations et documents peuvent être téléchargés sur le site http://www.chronic_poverty.org/news_events/ConceptsWorkshop-Oct2006.htm; ils sont aussi publiés ou doivent être publiés en tant que notes de travail (http://www.chronicpoverty.org/resources/working_papers.htm), et/ou à publier sous la forme d'un volume édité. A présent, seules les idées et approches émises dans un nombre limité d'études ont été prises en compte.

2 Le fait de mettre l'accent sur la pauvreté absolue n'exclut pas l'analyse de la pauvreté relative quand on considère les dynamiques de la pauvreté et le rôle de l'inégalité.

3 Harriss-White (2005:882) le dit de cette manière: « En tant qu'état, "l'extrême indigence" est une contradiction dans les termes.

Etant donné que l'absence complète de biens, de transferts et de revenus annonce la mort, on ne peut pas parler d'indigence sur le long terme. Donc la définition d'indigence à moyen ou à long terme ne peut éviter un jugement de valeur quant à ce qui pourrait être considéré comme presque une absence complète. »

4 On a pensé que « la cause des morts évitables dues à la pauvreté » constitue une autre forme de pauvreté chronique, parce que la pauvreté qui mène à la mort (une condition permanente) devient une condition permanente c'est-à-dire chronique) à son tour. Le point de vue défendu ici est que, étant donné qu'il est pertinent de postuler la mort associée à la pauvreté, il s'agit quand même d'un autre problème et devrait être traité comme tel. Par exemple, il n'est pas évident que la mort du fait de la pauvreté transitoire est toujours qualitativement différente de celle due à la pauvreté chronique. Cependant, le fait de considérer les décès dus à la pauvreté comme un aspect de la pauvreté ou d'un dénuement plus grand est un peu fort (voir Kanbur et Mukherjee, 2003).

5 Il y a maintenant 30 ans et 3 vagues, bientôt 35 ans et 4 vagues d'un échantillonnage rural en Inde; 7 ans et 3 vagues, qui vont passer à 16 ans et 4 vagues en 2007 en Ouganda; plusieurs vagues sur des périodes similaires au Vietnam et en Indonésie; 15 ans et 3 vagues au Kwazulu Natal, en Afrique du Sud; et des périodes similaires (10-15 ans) pour des échantillons plus limités en Ethiopie, en Tanzanie, en zone rurale en semi aride, au Sud de l'Inde, à Madagascar, au Kenya et en Zambie. Cependant, le nombre de vagues est géné-

ralement très faible, ce qui rend l'interprétation plus difficile, particulièrement au niveau des ménages, et potentiellement plus grave, plus significative et systématique, l'usure et les erreurs de mesure qui constituent toujours un sérieux problème avec les données des commissions d'enquête (Andy McKay, comm. personnelle).

6 La figure 2 est une « approche de crise » des dynamiques de la pauvreté, alors que la Figure 3 fait référence à une « approche des composants ». Une « approche de crise » identifie le chroniquement pauvre sur la base du nombre ou de la longueur des périodes de crise de pauvreté qui l'affecte (ex. Baulch et McCulloch, 1998). Une « approche des composants » définit les composants de la pauvreté transitoire et de la pauvreté chronique pour chaque ménage (ex. Jalan et Ravallion, 1999).

9 Il est possible que les marchés compétitifs de crédit n'aient pas grand chose à offrir aux chroniquement pauvres, étant donné l'exclusion en général des plus pauvres des projets de micro finance.

10 Voir la discussion qui suit.

11 Selon Bob Baulch (comm. pers.), 20,000+ de ménages sont nécessaires pour construire une enquête adéquate. Des enquêtes DHS, celles avec environ 20,000 ou plus sont limitées mais ont encore un possible intérêt: Bolivie, 2003 (19,207); Colombie, 2005 (37,211); République Dominicaine, 2002 (27,135); Egypte, 2005 (21,972); Inde, 1998/9 (92,486); et Indonésie, 2002/3 (33,088).

13 Voir la section sur les pièges de la pauvreté et l'incorporation d'éléments négatifs ci-dessus pour une exception partielle

14 La pauvreté intergénérationnelle n'est pas seulement transmise des parents aux enfants. (« Parents » est ici utilisé comme un raccourci désignant une génération plus âgée de personnes responsables de la garde de l'enfant. Ces personnes peuvent, en fait, être les grands parents, les frères ou d'autres membres de la famille ou des tuteurs sans aucun lien familial). Elle peut être transmise des adultes à leurs parents, des enfants à leurs parents (par ex. à travers la maladie ou le handicap d'un enfant, à travers un fort taux de dépendance). Elle peut sauter une génération – des grands-parents aux petits enfants et vice-versa. Les décisions d'une cohorte peuvent appauvrir la cohorte suivante ou précédente (ex. par les décisions politiques sur l'épargne et les pensions, l'éducation et l'entretien des enfants). Voir Moore (2001). Ici, les définitions sont plus étroites pour pouvoir se focaliser sur les transferts entre les parents et les enfants de la même génération. Si le CPRC peut contribuer à faire comprendre cela, il aura accompli une tâche importante. En certains

de ses aspects, notre travail abordera les autres relations aussi, quand elles sont critiques. Cependant, nous n'avons pas les ressources pour être universellement exhaustifs.

15 On peut rencontrer une vue plus critique de l'utilité de la notion de « détermination » dans son sens psychologique pour comprendre la pauvreté et qui persiste à travers les générations, chez Boyden et Cooper (2007). Ils défendent l'idée que le concept demeure opaque aux plans théorique et méthodologique, et en conséquence, ils suggèrent de « renoncer à la métaphore de détermination tout en gardant l'accent sur les facteurs particuliers qui modèrent et diffusent les cas et les conséquences de la pauvreté » (abstrait).

16 Voir WDR (2006) pour une revue plus récente et plus exhaustive.

17 Dans le passé, la Banque Mondiale s'était résolument opposée à l'idée des stratégies de distribution du fait de la faiblesse des bases de taxe, des forts effets de démotivation, et du besoin de négociations politiquement difficiles. Cependant, il existe des preuves qui suggèrent l'existence de voies pour combattre de tels obstacles (voir Anderson et O'Neil, 2006 et les références contenues dans cette étude).

18 Les résultats du travail à long terme sur les dangers environnementaux, l'insécurité alimentaire, les conflits et les conséquences de la maladie sous-tendent la réaffirmation actuelle de la sécurité et de la protection, qui ont émergé à la fois du développement et des traditions humanitaires au cours des quinze dernières années.

19 Même s'il est difficile de mesurer ces influences, et n'a pas toujours généré les résultats statistiques escomptés. voir Durlauf, 2006; et Sobel, 2006.

20 Dans le cas des mouvements autour des terres, il y a souvent une combinaison entre le défi sur la base des idées, et l'action directe, qui peut être rare dans d'autres types de mouvements.

21 Au moment où on écrivait ces lignes, le Bangladesh continuait à affronter des défis internes dans son système de démocratie multi partisane.

22 Ceci est un jargon qui se répand rapidement, avec tous les termes catégoriels qu'on trouve généralement peu satisfaisants en peu de temps.

23 Ce travail peut puiser dans la profonde littérature sur les réponses politiques dans les régions sous-développées ou dans les régions en retard, où le CPRC a déjà contribué (es. CPRC, 2004:Ch. 3; Mehta et Shah, 2001; Bird

RÉFÉRENCES

- Disponible à www.chronicpoverty.org/resources/working_papers.htm.
- Barrientos, A. (2007) Does Vulnerability Create Poverty Traps? CPRC Working Paper 76.
- Bird, K. (2007) The Intergenerational Transmission of Poverty: an Overview. Forthcoming CPRC Working Paper.
- Hickey, S. and du Toit, A. (2007) Adverse Incorporation, Social Exclusion and Chronic Poverty. CPRC Working Paper 81.
- McKay, A. (2007) Assets and assetlessness. Forthcoming CPRC Working Paper.
- Other references
- Acemoglu, D., Johnson, S. and Robinson, J. A. (2002) Reversal of Fortune: Geography and Institutions in the Making of the Modern World. *Quarterly Journal of Economics*, 117/4: 1231-94.
- Adato, M., Carter, M. R. and May, J. (2006) Exploring Poverty Traps and Social Exclusion in South Africa using Qualitative and Quantitative Data. *Journal of Development Studies*, 42/2: 226-247.
- Ainsworth, M. and Filmer, D. (2006) Inequalities in children's schooling: AIDS, orphanhood, poverty, and gender. *World Development*, 34/6: 1099-1128.
- Anderson, E. (2007) Identifying chronically deprived countries: results from cluster analysis. CPRC Working Paper 70. Manchester: IDPM/CPRC. Available at: www.chronicpoverty.org/resources/cp70.htm.
- Anderson, E. and O'Neil, T. (2006) A New Equity Agenda? Reflections on the 2006 World Development Report, the 2005 Human Development Report and the 2005 Report on the World Social Situation. ODI Working Paper 265. London: Overseas Development Institute. Available at: store.securehosting.com/stores/sh203294/shophome.php?itemprcd=wp265.
- Banerjee, A. and Iyer, L. (2002) History, Institutions and Economic Performance: the Legacy of Colonial Land Tenure Systems in India. MIT Department of Economics Working Paper No. 02-2. Boston: Massachusetts Institute of Technology. Available at: ssrn.com/abstract=321721.
- Barrientos, A., Hulme, D., and Shepherd, A. (2005) Can Social Protection Tackle Chronic Poverty? *European Journal of Development Research*, 17/1: 8-23.
- BASIS CRSP (2003) BASIS CRSP Seventh Annual Report – Activities 2002-2003, Workplans 2003-2004 and Outreach. Madison WI: BASIS Collaborative Research Support Program, Department of Agricultural and Applied Economics, University of Wisconsin-Madison. Available at: www.basis.wisc.edu/live/basann04.pdf.
- Baulch, B. and McCulloch, N. (1998) Being Poor and Becoming Poor: Poverty Status and Poverty Transitions in Rural Pakistan. IDS Working Paper 79. Sussex: Institute of Development Studies. Available at: www.ids.ac.uk/ids/bookshop/wp/wp79.pdf.
- Baulch, B. and Scott, L. (eds.) (2006) Report on CPRC Workshop on Panel Surveys and Life Histories. Manchester: CPRC. Available at: www.chronicpoverty.org/CPTtoolbox/images_and_files/CPRC_2006-Q2-Workshop_Report.pdf.
- Bebbington, A. (2006) Social movements and the politicization of chronic poverty policy. CPRC Working Paper 63. Manchester:

- IDPM/CPRC. Available at: www.chronicpoverty.org/resources/cp63.htm.
- Bevan, P. (2004) Exploring the structured dynamics of chronic poverty: a sociological approach. WeD Working Paper 6. Bath: University of Bath, Wellbeing in Development Research Centre. Available at: www.welldev.org.uk/research/working.htm#wed6.
- Bhide, S. and Mehta, A. K. (2005) 'Correlates of Incidence and Exit from Chronic Poverty in Rural India: Evidence from Panel Data', in Mehta, A. K. and Shepherd, A. (eds.) *Chronic Poverty and Development Policy in India*, New Delhi, Sage Publications.
- Bird, K., Hulme, D., Moore, K., and Shepherd, A. (2002). *Chronic Poverty and Remote Rural Areas*. CPRC Working Paper 13. Manchester: IDPM/Chronic Poverty Research Centre (CPRC). Available at: www.chronicpoverty.org/resources/cp13.htm.
- Bird, K., Pratt, N., O'Neil, T. and Bolt, V. J. (2004) Fracture Points in Social Policies for Chronic Poverty Reduction. CPRC Working Paper 47. Manchester: IDPM/CPRC. Available at: www.chronicpoverty.org/resources/cp47.htm.
- Bird, K. and Shepherd, A. (2003) *Chronic Poverty in Semi Arid Zimbabwe*. CPRC Working Paper 18. Manchester: IDPM/Chronic Poverty Research Centre (CPRC). Available at: www.chronicpoverty.org/resources/cp18.htm.
- Bird, K. and Shinyekwa, I. (2003) Multiple shocks and downward mobility: learning from the life histories of rural Ugandans. CPRC Working Paper 36. Manchester: IDPM/CPRC. Available at: www.chronicpoverty.org/resources/cp36.htm.
- Boggess, S., Corcoran, M. and Jenkins, S. (1999) *Cycles of disadvantage*. Wellington: Institute of Policy Studies.
- Bowles, S. (2006) 'Institutional Poverty Traps' in Bowles, S., Durlauf, S. and Hoff, K. (eds.) *Poverty Traps*, New Jersey, Princeton University Press.
- Bowles, S., Gintis, H. and Groves, M. O. (2005). *Unequal Chances: Family Background and Economic Success*. New York: Russell Sage Foundation and Princeton: Princeton University Press.
- Boyden, J. with Cooper, E. (2007) *Questioning the Power of Resilience: Are Children Up To the Task of Disrupting the Transmission of Poverty?* CPRC Working Paper 73. Manchester: IDPM/CPRC. Available at: www.chronicpoverty.org/resources/cp73.htm.
- Clark, D. and Hulme, D. (2005) *Towards A Unified Framework for Understanding the Depth, Breadth and Duration of Poverty*. GPRG-WPS-020. Oxford/Manchester: Global Poverty Research Group. Available at: www.gprg.org/pubs/workingpapers/pdfs/gprg-wps-020.pdf.
- CPRC (2004) *The Chronic Poverty Report 2004-05*. Manchester: IDPM/CPRC. Available at: www.chronicpoverty.org/resources/cprc_report_2004-2005_contents.html.
- CPRC (2005) *Chronic Poverty Research Centre Proposal 2005-2010*. Disponible à: www.chronicpoverty.org/pdfs/CPRCPhase3Proposal.pdf.
- Addison, T. and Shepherd, A. (forthcoming) *Chronically deprived countries and lagging regions*. Concept note forthcoming as CPRC Working Paper. Will be available at: www.chronicpoverty.org/resources/working_papers.html.
- Corcoran, M. (1995) *Rags to riches: poverty and mobility in the United States*. *Annual Review of Sociology*, 21: 237-267.
- Da Corta, L. (forthcoming) *Concepts and methods to understand the link between the intergenerational transmission of poverty and escapes and political economy*. CPRC Working Paper. Manchester: IDPM/CPRC. Will be available at: www.chronicpoverty.org/resources/working_papers.htm.
- Davis, P. (2006) *Poverty in time: Exploring poverty dynamics from life history interviews in Bangladesh*. CPRC Working Paper 69. Manchester: IDPM/CPRC. Available at: www.chronicpoverty.org/resources/cp69.htm.
- Deshingkar, P. (2006) *Internal Migration, Poverty and Development in Asia: Including the*

- Excluded Through Partnerships and Improved Governance. Paper presented at Asia 2015: Promoting Growth and Ending Poverty, 6-7 March 2006. London: DFID. Available at: www.asia2015conference.org/pdfs/Deshingkar.pdf.
- Devereux, S. (2003) Conceptualising destitution. IDS Working Paper 216. Brighton: Institute of Development Studies. Available at: www.ids.ac.uk/ids/bookshop/wp/wp216.pdf
- Durlauf, S. (1999) 'The Memberships Theory of Inequality: Ideas and Implications', in Brezis, E. S. and Temin, P. (eds) *Elites, Minorities and Economic Growth*, Amsterdam, Elsevier, pp. 161-177.
- Durlauf, S. (2006) 'Groups, Social Influences and Inequality', in Bowles, S., Durlauf, S. and Hoff, K. (eds.) *Poverty Traps*, New Jersey, Princeton University Press.
- du Toit, A. (2004) *Forgotten by the Highway: Globalisation, adverse incorporation and chronic poverty in a commercial farming district of South Africa*. CPRC Working Paper 49. Manchester: IDPM/CPRC. Available at: www.chronicpoverty.org/resources/cp49.htm.
- du Toit, A. (2005) *Chronic and Structural Poverty in South Africa: Challenges for Action and Research*. CPRC Working Paper 56. Manchester: IDPM/CPRC. Disponible à: www.chronicpoverty.org/resources/cp56.htm.
- Goh, C-c., Kim, D. I. and Bourguignon, F. (2004) Estimating individual vulnerability to poverty with pseudo-panel data. World Bank Policy Research Working Paper 3375. Available at: wdsbeta.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/IW3P/IB/2004/09/08/000009486_20040908120056/Rendered/PDF/wps3375panel.pdf.
- Harriss-White, B. (2005) Destitution and the poverty of its politics – with special reference to South Asia. *World Development*, 33/6: 881-891.
- Harper, C. (2005) *Breaking Poverty Cycles – The Importance of Action in Childhood*. CHIP Policy Brief 8. London: Childhood Poverty Research and Policy Centre. Available at: www.childhoodpoverty.org/index.php?action=publicationdetails&id=107.
- Heyer, J., Stewart, F. and Thorp, R. (eds.) (2002) *Group behaviour and development – Is the market destroying cooperation?* Oxford/Helsinki: Oxford University Press/The United Nations University.
- Hulme, D. and McKay, A. (2006) *Identifying and measuring chronic poverty: beyond monetary measures*. CPRC-IIPA Working Paper 30. New Delhi: Indian Institute of Public Administration. Available at: [www.chronicpoverty.org/pdfs/IIPA-CPRC2005Seminar/Hulme_Mckay\(BeyondMonetary\)Final.pdf](http://www.chronicpoverty.org/pdfs/IIPA-CPRC2005Seminar/Hulme_Mckay(BeyondMonetary)Final.pdf).
- Hulme, D. and Shepherd, A. (2003) *Conceptualising chronic poverty*. World Development, 31/3: 403-423.
- Hulme, D. Shepherd, A. and Moore, K. (2001) *Chronic poverty: meanings and analytical frameworks*. CPRC Working Paper 2. Manchester: IDPM/CPRC. Available at: www.chronicpoverty.org/resources/cp02.htm.
- IBRD/WB (2007) *Global Monitoring Report 2007 – Millennium Development Goals: Confronting the Challenges of Gender Equality and Fragile States*. Washington DC: The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank. Available at: site.resources.worldbank.org/INTGLOMON-REP2007/Resources/3413191-1176390231604/1264-FINAL-LO-RES.pdf.
- Jalan, J. and Ravallion, M. (1999) *Do Transient and Chronic Poverty Share the Same Common Causes?* Washington DC: World Bank.
- Kabeer, N. (2004) *Snakes, Ladders and Traps: Changing Lives and Livelihoods in Rural Bangladesh (1994-2001)*. CPRC Working Paper 50. Manchester: IDPM/CPRC. Available at: www.chronicpoverty.org/resources/cp50.htm.
- Kanbur, R. and Mukherjee, D. (2003) *Premature mortality and poverty measurement*. ISER Working Papers 2003-6. Available at: www.undp-povertycentre.org/publications/poverty/Mortality_PovertyMeas-ISER-March03.pdf.
- Kaplinsky, R. (2005) *Globalization, Poverty and*

- Inequality: Between a Rock and a Hard Place. Cambridge: Polity Press.
- Krishna, A. (2003) *Escaping Poverty and Becoming Poor: Who Gains, Who Loses and Why?*
- Accounting for Stability and Change in 35 North Indian Villages. Paper presented to Staying Poor: Chronic Poverty and Development Policy conference, 7-9 April 2003, University of Manchester. Available at: www.chronicpoverty.org/pdfs/2003conferencepapers/krishna.pdf.
- Lahouel, M. H. (2007) *The Success of Pro-Poor Growth in Rural and Urban Tunisia*. In Besley, T. and Cord, L. (eds), *Delivering on the Promise of Pro-Poor growth: Insights and Lessons From Country Experiences*, Washington, World Bank/Palgrave-Macmillan.
- Lawson, D. (2007) *Background data analysis for the second Chronic Poverty Report*. Forthcoming.
- Lawson, D., McKay, A. and Moore, K. (comp.) (2003) *Annotated Listing of Panel Datasets in Developing and Transitional Countries*. Manchester: CPRC. Available at: www.chronicpoverty.org/pdfs/PanelDatasetsVersion1-July%202003.pdf.
- Lazar, S. and McNeish, J. (eds.) (2006) *Introduction (To Special Section: The Millions Return: Democracy in Bolivia at the Start of the 21st Century)*. *Bulletin of Latin American Research*, 25/2: 157-162.
- Lipton, M. (1986) *Seasonality and Ultrapoverty*. *IDS Bulletin*, 17/3 (Seasonality and Poverty, R. Longhurst, ed.). Available at: www.ids.ac.uk/ids/bookshop/classics/lipton17.3.pdf.
- 36
- Little, P.D., Stone, M. P., Mogue, T., Castro, A. P., and Negatu, W. (2004) *Churning on the Margins: How the Poor Respond to Drought in South Wollo, Ethiopia*. BASIS Brief 21. Madison WI: BASIS Collaborative Research Support Program, Department of Agricultural and Applied Economics, University of Wisconsin-Madison. Available at: www.basis.wisc.edu/live/basbrief21.pdf
- Luthar, S. S. (2003) 'Preface', in Luthar (ed.) *Resilience and vulnerability: Adaptation in the context of childhood adversities*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. xxix-xxi.
- Lutz, M. and Singer, H. W. (1994) *The Link Between Increased Trade Openness and the Terms of Trade: An Empirical Investigation*. *World Development*, 22/11: 1697-1709.
- Masten, A. S. and J. L. Powell (2003) 'A resilience framework for research, policy and practice' in Luthar, S. S. (ed.) *Resilience and vulnerability: Adaptation in the context of childhood adversities*, Cambridge, Cambridge University Press: 1-25.
- May, J. and Woolard, I. (forthcoming) *Poverty Traps and Structural Poverty in South Africa – Reassessing the Evidence from Kwazulu-Natal*. Forthcoming CPRC Working Paper. Will be available at: www.chronicpoverty.org/resources/working_papers/rs.htm.
- McDowell, C. and de Haan, A. (1997) *Migration and Sustainable Livelihoods: A Critical Review of the Literature*. IDS Working Paper 65. Brighton: IDS. Available at: www.ids.ac.uk/ids/bookshop/wp/wp65.pdf.
- Mehta, A. K. and Shah, A. (2001) *Chronic Poverty in India: Overview Study*. CPRC Working Paper 7. Manchester: IDPM/Chronic Poverty Research Centre (CPRC). Available at: www.chronicpoverty.org/resources/cp07.htm.
- Moore, K. (2001) *Frameworks for understanding the inter-generational transmission of poverty and well being in developing countries*. CPRC Working Paper 8. Manchester: IDPM/CPRC. Available at: www.chronicpoverty.org/resources/cp08.htm.
- Moore, K. (2005) *Thinking about youth poverty through the lenses of chronic poverty, lifecourse poverty and intergenerational poverty*. CPRC Working Paper 57. Manchester: IDPM/CPRC. Available at: www.chronicpoverty.org/resources/cp57.htm.
- Mosse, D., Gupta, S. and Shah, V. (2005) *On the Margins in the City: Adivasi Seasonal*

- Labour Migration in Western India. *Economic and Political Weekly*, 40/28: 3025-3038.
- Munshi, K. and Rosenzweig, M. (2006) Traditional institutions meet the modern world: caste, gender and schooling choice in a globalizing economy. *The American Economic Review*, 96/4: 1225-1252. Available at: www.atypon-link.com/doi/abs/10.1257/aer.96.4.1225.
- Nandy, S. (2008) "‘Misunderestimating’ chronic poverty? Exploring chronic poverty in developing countries using cross-sectional demographic and health data". *Global Social Policy*, forthcoming.
- Ojermark, A. (ed.) (forthcoming) *CPRC Life History Research Pack*. Manchester: IDPM/CPRC. Will be available at: www.chronicpoverty.org.
- Osmani, S. R. (2006) When endowments and opportunities do not match: understanding chronic poverty. Draft paper presented to the CPRC Workshop on Concepts and Methods for Analysing Poverty Dynamics and Chronic Poverty, 23 to 25 October 2006, University of Manchester, UK. Presentation available at: www.chronicpoverty.org/news_events/ConceptsWorkshop-Oct2006.htm. (Also forthcoming as CPRC Working Paper.)
- Prowse, M. (2003) Towards a clearer understanding of ‘vulnerability’ in relation to chronic poverty. CPRC Working Paper 24. Manchester: IDPM/CPRC. Available at: www.chronicpoverty.org/resources/cp24.htm.
- Putzel, J. (2006) War, State Collapse and Reconstruction: Phase 2 of the Crisis States Programme. *Crisis States Working Paper No. 1* (series 2). London: Crisis States Research Centre. Available at: www.crisisstates.com/Publications/wp/WPseries2/wp1.2.htm.
- Rowntree, S. B. (1901) *Poverty: A Study of Town Life*. London: Macmillan.
- Scott, W. R. (1995) *Institutions*. London: Sage.
- Shepherd, A. and Mehta, A. K. ‘Chronic Poverty in India – An Introduction’, in Mehta, A. K. and Shepherd, A. (eds.) *Chronic Poverty and Development Policy in India*, New Delhi, Sage Publications.
- Sobel, M. E. (2006) ‘Spatial Concentration and Social Stratification’, in Bowles, S., Durlauf, S. and Hoff, K. (eds.) *Poverty Traps*, New Jersey, Princeton University Press.
- Solon, G. and Lee, C.-I. (2006) Trends in Intergenerational Income Mobility. NBER Working Paper No. W12007. Cambridge MA: National Bureau of Economic Research. Available at: www.nber.org/papers/w12007.
- Whitehead, A. (2004) Persistent Poverty in Upper East Ghana. BASIS Brief 26. Madison WI: BASIS Collaborative Research Support Program, Department of Agricultural and Applied Economics, University of Wisconsin-Madison. Available at: www.basis.wisc.edu/live/basisbrief26.pdf.
- Winters, L. A., McCulloch, N. and McKay, A. (2004) Trade Liberalization and Poverty: The Evidence So Far. *Journal of Economic Literature*, 42/1: 72-115.
- Wood, G. (2003) Staying Secure, Staying Poor: The «Faustian Bargain». *World Development*, 31/3: 455-471.
- Woolard, I. and Klasen S. (2005) Determinants of Income Mobility and Household Poverty Dynamics in South Africa. *Journal of Development Studies*, 41: 865-897.
- World Bank, DFID, GTZ, AFD, OneWorld (2005) *Pro-poor Growth in the 1990s: Lessons and Insights from 14 Countries*, Washington: World Bank
- World Bank (2006) *World Development Report 2007: Development and the Next Generation*. Washington: World Bank. Available at: www.worldbank.org/wdr2007.
- World Bank (2000) *World Development Report 2000/2001: Attacking poverty*. Washington: World Bank. Available at: www.worldbank.org/wdr2000.
- Yaqub, S. (2002) Chronic Poverty: scrutinizing estimates, patterns, correlates and explanations. CPRC Working Paper 21. Manchester: IDPM/CPRC. Disponible à: www.chronicpoverty.org/resources/cp21.htm.

Partenaires du programme en Afrique de l'Ouest

COORDINATION RÉGIONALE

Villa 24, Sacré Cœur 3, BP 5579
Dakar Fann, Sénégal

Tel : +221 8671058

Fax : +221 8671059

Contact : Bara GUEYE

E.mail : iiedsen@orange.sn

Website : www.iedafrique.org

POINT FOCAL SÉNÉGAL

Laboratoire Paupérisation et Transformations
Sociales

IFAN, Université Cheikh Anta Diop

BP : 206 dakar fann

Tel : +221 338259232 ou +221 8259614

Fax : 8259213

Contact : Abdou Salam Fall

Email : asfall@refer.sn

POINT FOCAL BURKINA FASO

CEDRES

Unité de Formation et de Recherche
Faculté des Sciences Economiques
et de Gestion

03 BP 7164

Tel : +226 311967 Fax: +226 312686

Contact : Claude Wetta

Email : wettaclaude05@yahoo.fr

POINT FOCAL NIGER

Réseau MARP

BP 12003 Niamey Niger

Tel : + 227 20 73 44 73 ou +227 96995181

Contact : Seyni Hama

Email : hamarp@intnet.ne

POINT FOCAL BÉNIN

CEBEDES/University d'Abomey-Calavi

02 BP 778 Gbégamey, Cotonou, République
du Bénin

Tél: + 229 30 41 39 Fax: + 229 30 02 76

Contact : Roch Mongbo

Email : rmongbo@intnet.bj

Site web: <http://cebedes.org>

POINT FOCAL GHANA

ABENA D. ODURO;

DEPARTMENT OF ECONOMICS;

P.O. BOX 57

University of Ghana

LEGON GHANA

Tél : + 233-21-501485 (office)

Fax : 233-21-501486